



3^e procès-verbal du Conseil de ville / 3. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 19 mars 2015 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 19. März 2015, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Marc, Arnold Niels, Augsburg-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bohnenblust Simon, Bord Pascal, Brassel Urs, Briechle Dennis, Cadetg Leonhard, Donzé Pantazis Chantal, Dunning Samantha, Fischer Pascal, Frank Lena, Freuler Fritz, Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Grupp Christoph, Gugger Reto, Güntensperger Nathan, Gurtner-Oesch Sandra, Habegger Markus, Hadorn Werner, Haueter Joël, Jean-Quartier Caroline, Känzig Urs, Kaufmann Stefan, Külling Urs, Löffel Christian, Molina Franziska, Morandi Marcel, Moser Peter, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pauli Mélanie, Pichard Alain, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Scherrer Martin, Schneider Sandra, Schor Alfred, Simon Fatima, Steinmann Alfred, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Thomke Friedrich, Treu Hervé, Vuille André, Wendling Cécile, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Bösch Andreas, Dillier Adrian, Donzé Pablo, Güdel Martin, Hamdaoui Mohamed, Trachsel Alessandro

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, maire de Bienne

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Suter Daniel, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
37. Déclaration de groupe.....	102
38. Approbation de l'ordre du jour.....	102
39. Communications du Bureau du Conseil de ville.....	103
40. Approbations des procès-verbaux (25/26 juin et 21 août 2014 / n ^{os} 8, 9 et 10)	103
41. 20150048 Organisation des classes pour l'année scolaire 2015/2016	104
42. 20140357 Stratégie de la formation 2015-2018 / Prise de connaissance	109
43. 20150045 École enfantine du Geyisried / Locaux provisoires pour deux classes / Réalisation / Crédit d'engagement	114
44. 20150046 École enfantine des Prés Wildermeth / Démolition du bâtiment actuel / Locaux provisoires pour quatre classes / Réalisation / Crédit d'engagement.....	114
45. 20140015 Motions et postulats adoptés – Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:.....	117
• Mairie.....	117
• Direction des finances	118
• Direction de l'action sociale et de la sécurité	119
• Direction de la formation, de la culture et du sport	120
• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement	121
46. Postulat 20140157, Joël Haueter, Groupe UDC/Les Confédérés, "Sécurité – Examen des compétences opérationnelles"	124
47. Interpellation interpartis 20140191, Anna Tanner, SP et Leonhard Cadetg, FDP, "État de l'avancement du projet de Service spécialisé de l'insertion professionnelle"	129
48. Interpellation urgente 20140263, Sandra Schneider, UDC, "Attitude de la Ville envers le Club biennois de lutte suisse et l'école de recrues du sport d'élite: quand le Département Écoles & Sport mettra-t-il un terme à cette situation embarrassante?"	129
49. Postulat interpartis 20140192, Max Wiher, PVL, Urs Brassel, FDP, Monique Esseiva, PDC, Lena Frank, Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, Maurice Paronitti, PRR, "Affichage culturel sur les bâtiments des pouvoirs publics"	130
50. Postulat interpartis 20140159, Leonhard Cadetg, Groupe FDP/PRR/ PEV/UDF, Alain Pichard, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, Alfred Steinmann, SP, Martin Güdel, Les Confédérés, "Pas de renforcement du problème des écoles de seconde catégorie à cause de la Filière bilingue"	130
51. Interpellation 20140156, Alfred Steinmann, Groupe socialiste, "Encouragement précoce à Bienne, et maintenant?".....	132
52. Interpellation 20140236, Dennis Briechle, PVL, "Zones de rencontre à Bienne"	133
53. Motion urgente 20140325, Ruth Tennenbaum, Passerelle, "Pour une organisation moderne de l'Autorité sociale"	135
54. Motion urgente 20140324, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, "Le Service de l'intégration doit changer de direction!"	136

55.	Postulat urgent 20140331, Pascal Bord, Groupe UDC/Les Confédérés, "Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent contribuer davantage au bien de la communauté"	138
56.	Postulat urgent 20140326, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/ EVP/EDU, "Expert Büschi – quelle suite donner au Département des affaires sociales?"	143
57.	Interpellation urgente 20140332, Dana Augsburg-Brom, Groupe socialiste, "Conséquence des postes non demandés au Canton"	145
58.	Nouvelles interventions	147

Suter Daniel, président du Conseil de ville: J'ouvre la troisième séance de cette année 2015 et je vous souhaite une cordiale bienvenue.

Vous trouverez sur vos tables:

- Directives concernant le traitement d'interventions parlementaires non valides
- Flyer "L'Atelier 6/15 en danger de disparition"
- Lettre de la Mairie (mars 2015) – "Nouvelle publication Biel/Bienne"

Sur la table de l'huissier:

- L'ordre du jour adapté de la séance du Conseil de ville du 19 mars 2015 avec les reports
- Stratégie de la formation 2015-2018

37. Déclaration de groupe

Haueter Joël, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Volksvorlage zur Umgestaltung des Bahnhofplatzes wurde von den Stimmberechtigten mit über 60% verworfen. Die Gründe für die Ablehnung sind aus Sicht der Fraktion SVP/Die Eidgenossen klar:

1. Die BielerInnen wollen einen direkten Zugang zum Bahnhof für den motorisierten Individualverkehr (MIV).
2. Das Umgestaltungsprojekt war zu teuer und das Kosten/Nutzenverhältnis schlecht.
3. Die BielerInnen wollen das Gewerbe rund um den Bahnhof nicht schwächen.

Wenn man die Berichterstattung nach der Abstimmung, insbesondere im Bieler Tagblatt verfolgt hat, befällt einem das Gefühl, dass der Gemeinderat und einige Stadträte mit Teilprojekten den Volkswillen umschiffen wollen. Aus Sicht der Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist es essentiell, den Willen des Souveräns zu respektieren. Sonst geht das Vertrauen in die politischen Institutionen in Biel endgültig verloren und Bestrebungen, die Stimmbeteiligung bei Abstimmungen zu erhöhen, werden zunichte gemacht. Laut Bieler Tagblatt vom 10. März hat die Bieler Baudirektorin gesagt, die Gegnerschaft habe für ihre Kampagne sehr viel Geld in die Hand genommen. Da mussten wir schmunzeln, denn das Gegenkomitee hatte für den Abstimmungskampf CHF 5'000.- zur Verfügung. Nicht das Geld, sondern die Argumente haben die Stimmberechtigten überzeugt. Zum Schluss möchten wir dem Gemeinderat den Dialog anbieten, um eine pragmatische Lösung zur Entschärfung der Fussgängersituation zu diskutieren, mitzugestalten und auch mitzutragen. Nicht unterstützen werden wir Forderungen, die den Willen des Souveräns nicht respektieren.

38. Approbation de l'ordre du jour

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Monsieur Hamdaoui étant absent, il a demandé que son interpellation urgente 20140364 "Le Service des habitants

mérite-t-il encore son nom?" soit reporté. Les deux postulats de Monsieur Trachsel 20140232 "Amélioration du trafic Rue de Boujean - Route de Soleure - Champs-de-Boujean" et 20140233 "Amélioration du trafic Rue Johann-Renfer en direction de Zurich A5" sont également reportés à une prochaine séance.

Il a également été demandé que l'affaire 20150045 "École enfantine du Geyisried / Locaux provisoires pour deux classes / Réalisation / Crédit d'engagement" et l'affaire 20150046 "École enfantine des Prés Wildermeth / Démolition du bâtiment actuel / Locaux provisoires pour quatre classes / Réalisation / Crédit d'engagement" soient traités ensemble avec des votes séparés.

Vote

L'ordre du jour est approuvé avec ces modifications.

39. Communications du Bureau du Conseil de ville

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Le Bureau du Conseil de ville est en train de plancher sur une procédure permettant d'aboutir à l'examen de la recevabilité des interventions parlementaires, compétence qui appartient au Bureau du Conseil de ville en vertu de l'art. 8, al. 2 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21). Une première mouture de directives internes a été présentée lors de la Conférence des présidents de groupes du 3 mars 2015 et une première série d'interventions a été examinée lors de la séance du Bureau du Conseil de ville du même soir. Suite aux résultats de cet examen, des réajustements de la procédure sont devenus nécessaires. Vous en serez informés de la suite. Vous risquez, dorénavant, d'être contactés au sujet d'interventions que vous avez déposées, soit par le Bureau du Conseil de ville ou par le Secrétariat parlementaire. L'objectif de cette nouvelle pratique est un gain d'efficacité autant pour l'Administration que pour le Conseil municipal.

Lors de la Conférence des Présidents de groupes du 3 mars 2015, il a également été communiqué, dans une idée d'efficacité du Conseil de ville, de raccourcir pour la séance de ce soir le temps de parole. Vu la longueur de l'ordre du jour, je procéderai de la manière suivante: les rapporteurs des groupes auront cinq minutes de temps de parole au lieu de dix minutes et les orateurs individuels auront trois minutes de temps de parole au lieu de cinq minutes.

40. Approbations des procès-verbaux (25/26 juin et 21 août 2014 / nos 8, 9 et 10)

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Aucune demande ou remarque n'a été adressée dans le délai imparti, soit 5 jours avant la séance du Conseil de ville.

Les procès-verbaux n^{os} 8, 9 et 10 sont approuvés tacitement.

41. 20150048 Organisation des classes pour l'année scolaire 2015/2016

Sutter Andreas, GPK: Die GPK empfiehlt dem Stadtrat Zustimmung zum Beschlussesentwurf. Da die bereits bekannten Massnahmen zur Sanierung der Finanzen eine weitere Erhöhung der Klassengrössen vorsehen, ist es richtig, die Klassenbestände jetzt nicht über alle Massen zu erhöhen. Endlich liegt nun eine Planung vor, die Hand und Fuss hat. Die Planungszahlen beruhen auf erhärteten Statistiken, und eine Datenbank bezüglich Schulräume konnte auch aufzeigen, wie viel Schulraum für die Klassenbestände nötig ist. Das Thema steht in engem Zusammenhang mit den Traktanden «Kindergarten Geyisried / Neubau Provisorium für zwei Kindergärten / Ausführung / Verpflichtungskredit» und «Kindergarten Wildermethmatte / Abbruch bestehendes Gebäude / Neubau Provisorium für vier Kindergärten / Ausführung / Verpflichtungskredit». Dem Neubau dieser Provisorien sollte der Stadtrat zustimmen, sonst können einzelne Klassen nicht untergebracht werden. Es ist absehbar, dass die Stadt in nächster Zeit noch massiv mehr Schulraum brauchen wird, da im bestehenden Schulraum nicht noch mehr Klassen Platz finden. Die GPK erachtet diese Klassenorganisation als einen guten Kompromiss. Es geht nicht nur um Statistiken und Zahlen. Herr Némitz hat der GPK bestätigt, dass jetzt keine Erhöhung der Klassenbestände geplant ist, dass aber im Zusammenhang mit den Sparmassnahmen für das folgende Jahr die Anhebung der Klassengrösse von 19,2 SchülerInnen pro Klasse um 1,1 auf 20,3 SchülerInnen geplant ist. Die GPK empfiehlt Zustimmung zum Beschlussesentwurf.

Molina Franziska, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU stimmt der vom Gemeinderat beantragten Erhöhung der Anzahl Klassen zu. Aus dem sehr umfassenden Bericht wird ersichtlich, dass die Anzahl Schulkinder zunimmt. Deshalb braucht es mehr Klassen. Letztes und dieses Jahr hat die Klassengrösse zugenommen. In den Jahren 2015 und 2016 wird die durchschnittliche Klassengrösse bei 20,3 SchülerInnen liegen. Aus dem Bericht wird auch ersichtlich, dass zwischen 40% und 50% der SchülerInnen weder Deutsch noch Französisch als Erstsprache angeben.

Steinmann Alfred, Fraktion SP: Besten Dank dem Gemeinderat und seinen Mitarbeitenden für den interessanten und umfangreichen Bericht. Die durchschnittliche Klassengrösse wird angehoben. Damit riskieren wir einen weiteren Abbau der Qualität in den Bieler Schulen. Die Erhöhung der Klassengrösse macht die Bildungsstrategie, die im nächsten Traktandum zur Diskussion steht, wieder zu Makulatur. Der Kanton empfiehlt durchschnittlich 19,7 Kindern pro Klasse. Für Biel mit seiner schwierigen Situation sollen es nun aber 20,3 Kinder sein. Das ist eine Anmassung des Kantons, der einseitig kleinere Gemeinden unterstützt, die einen wesentlich kleineren Anteil an fremdsprachigen Kindern aufweisen. Die durchschnittliche Klassengrösse darf nicht über 20 Kinder steigen und diejenige der Kindergärten nicht über 18. Wir müssen wieder in die Bildung investieren, gerade weil unsere Finanzsituation so schwierig ist. In die Bildung investieren ist in die Zukunft investieren. Ich selber bin privatrechtlich angestellt und nicht in einer Bieler Schule tätig und profitiere von dieser Situation weder im positiven noch im negativen Sinn.

Die schwierigen Situationen in Biel müssen ernst genommen und analysiert werden. Und die Behörden müssen dann auch handeln, bevor die Klassen in Biel leistungsmässig noch mehr abgeben. Mit der Anhebung der Klassengrösse um 1,1 Schüler können ungefähr 16 Schulklassen eingespart werden. **Die Fraktion SP stellt den Antrag, die durchschnittliche Klassengrösse dürfe auf höchstens 20 Kinder, in den Kindergärten auf höchstens 18 Kinder ansteigen.** Für die Vorbereitung dieses Antrags habe ich mit dem zuständigen Gemeinderat Kontakt aufgenommen. Er erachtet es aufgrund der Klassenzusammensetzungen als sinnvoll, höchstens zwei zusätzliche Klassen zu eröffnen, plus eine deutsche Primar- und eine deutsche Sekundarklasse. Wenn der Antrag der Fraktion SP angenommen würde, ergäbe das in der Primarschule eine durchschnittliche Klassengrösse von 20,06 Kindern und in der Sekundarschule von 20,16 Kindern. Ich danke allen, die diesen Antrag unterstützen.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne erachtet den Vorschlag des Gemeinderats als nachvollziehbar. Sie sieht allerdings einige Widersprüche zur Bildungsstrategie und zur Haushaltsanierung. Die Klassen werden auch dieses Jahr wieder grösser, obwohl sie teilweise bereits jetzt über den Vorgaben des Kantons liegen. Der speziellen Situation von Biel muss besondere Beachtung geschenkt werden. Bereits im vergangenen Jahr musste der Gemeinderat offenbar bei einzelnen Klassen einschreiten, weil das Unterrichten in den zu grossen Klassen unmöglich war. Die Fraktion Grüne weiss um die Platznot der Schulen, bezweifelt aber, ob mit der geplanten Anhebung der Klassengrösse Geld gespart werden kann. Je nachdem werden dadurch mehr Lehrkräfte pro Klasse nötig, damit jedes Kind die Aufmerksamkeit erhält, die es braucht. Wir sehen auch einen grossen Widerspruch zur Bildungsstrategie, die richtigerweise den Fokus auf die Attraktivität der Stadt Biel als Arbeitgeberin für Lehrkräfte legt. Mit den grossen Klassen steigt der Druck auf die Lehrpersonen. Die Herausforderungen an Lehrkräfte in Biel sind ohnehin schon enorm. Deshalb braucht es angemessenen Schulraum, der mehr als nur Frontalunterricht ermöglicht. Aus diesem Grund unterstützt unsere Fraktion den Antrag der Fraktion SP. Die Fraktion Grüne ist gespannt zu sehen, wie der Gemeinderat künftig genügend Schulraum schaffen kann. Deshalb interessiert uns auch der aktuelle Stand bei den Verhandlungen mit dem Kanton bezüglich Alpengymnasium.

Pichard Alain, Fraktion GLP: Als Lehrer, der lange Zeit in Biel unterrichtet hat, kenne ich die Probleme gut. Der gesetzliche Auftrag der Gemeinde ist die Bereitstellung von Schulraum, Material und Lehrmittel, das ist die "Hardware". Die "Software", also die Steuerung der Schule, ist Aufgabe der Schulleitungen, des Kantons, der pädagogischen Hochschule (PH). Der Stadtrat hat sich lange um diese Belange gekümmert, obwohl sie nicht in seine Zuständigkeit fallen und deshalb die Schulraumplanung vernachlässigt. Preis dafür ist die Verlotterung der Schulhäuser. Der Fraktion GLP ist nicht entgangen, dass mit dieser Klassenorganisation die durchschnittliche Anzahl SchülerInnen seit Jahren ansteigt. Das kann für Biel fatal sein, weil in den hiesigen Schulen schwierigste Verhältnisse herrschen. Es gibt Klassen mit 27 SchülerInnen, die geführt werden können. Ich habe eine Klasse mit 24 SchülerInnen, die problemlos führbar ist. Es gibt aber auch Klassen mit 16 SchülerInnen, die ganz schwierig zu führen sind. Die Kindergartenklassen sind am schwierigsten. Bereits heute gibt es Stützmassnahmen, SOS-Lektionen, Teamteaching. Auch ich stehe einer Erhöhung der Klassengrösse skeptisch

gegenüber. Der Gemeinderat hat Massnahmen im Rahmen als Gesamtpaket "Nachhaltige Haushaltsanierung" (NHS) vorbereitet. Die Annahme des vorliegenden Antrags könnte dieses Paket NHS im Bereich Schulen obsolet werden lassen. Diesfalls kann der Stadtrat auf die Finanzdebatte verzichten. Der Stadtrat wird die Diskussion über die Klassengrössen nämlich im Rahmen der Finanzdebatte führen müssen. Auch die Fraktion GLP findet, dass der Stadtrat ein wachsames Auge auf die Klassengrössen haben muss. In der Bildung wurde aber nicht gespart, Herr Steinmann. Die Bildungsausgaben explodieren vielmehr, auch weil Fachintegrationsstellen, Leitungsfunktion für Schulsozialarbeit und Chefabwartstellen geschaffen werden und weil der Kanton ein horrend teures Lehrmittel eingeführt hat und die Gemeinden zwingt, dieses zu kaufen und die Unterstufe vollkommen zu Computerisieren. Die Fraktion GLP muss den Antrag der Fraktion SP daher ablehnen, weil die Stadt im Moment kein Geld hat. Die Klassenorganisation ist gut, würde aber mit einer überstürzten Änderung der Klassengrösse gefährdet. Die Fraktion GLP ist bereit, über die Prioritäten in der Stadt Biel ausführlich zu diskutieren. Ich danke Cédric Némitz für die sehr gute Klassenorganisation, welche der Stadt enorm hilft.

Bord Pascal, Groupe UDC/Les Confédérés: Je remercie le Conseil municipal pour ce rapport très détaillé. Je ne veux pas revenir sur les détails et je me réfère à ce que les autres orateurs et oratrices ont dit. Ce sera un grand défi de pouvoir garantir tous ces locaux à tous ces élèves dans ces difficultés.

Steinmann Alfred, SP: Der Kanton wälzt die Bildungskosten auf die Stadt ab. Die Stadt bezahlt neuerdings pro Klasse CHF 90'000.- plus Schulmaterial plus Schulraum. Der Kanton kommt für weniger als die Hälfte davon auf. Er bestimmt alles und die Gemeinden müssen gehorchen. Da stimmt etwas nicht! Der Kanton müsste entweder mehr an die Kosten der Schulen beitragen oder mehr Kompetenzen an die Gemeinden abgeben. Auch in den Kindergärten ist es schwieriger als früher. Es werden immer jüngere Kinder eingeschult, teilweise sogar Windeln tragende Kinder. Zudem sind sehr viele fremdsprachige Kinder in die Klassen zu integrieren und die Hälfte der Kleinklassen wurde überdies in die normalen Klassen integriert. In Kleinklassen sind autistische Kinder oder Kinder mit Aufmerksamkeitsdefiziten, Hyperaktivitätsstörungen usw.. Mit all diesen zusätzlichen Schwierigkeiten sind grosse Klassen kaum mehr führbar. Dennoch ist es wichtig, dass trotz dieser Schwierigkeiten die Qualität der Schulen und Kindergärten hoch bleibt. Danke für die Unterstützung unseres Antrags.

Cadetg Leonhard, FDP: Es geht heute die Steuerung der Schule, also um Aufgaben der Schulleitungen, des Kantons, der pädagogischen Hochschule (PH). Nimmt sich die Stadt Biel solcher Aufgaben an, übernimmt sie eigentlich die in den Kompetenzbereich des Kantons fallenden Aufgaben. Im Stadtrat sitzen auch Grossratsmitglieder. Sollte es im finanziellen Rahmen des Kantons möglich sein, andere Vorgaben festzulegen, finde ich es wichtig, dass sie beachtet werden. Ich bin aber gegen eine freiwillige Beteiligung der Stadt Biel in diesem Steuerungsbereich. Es ist nicht am Stadtrat darüber zu befinden. Im Rahmen von Artikel 17 des Volksschulgesetzes (VSG; BSG 432.210) wurden viele Instrumente für Schulen geschaffen, um die Integration zu fördern. Der Erziehungsdirektor hat erst kürzlich wieder gesagt, er hätte die Verordnung zum Volksschulgesetz nie erlassen, wenn er gewusst hätte, was sie alles auslöst. Diese Probleme muss der Kanton lösen. Herr

Pichard hat zurecht erwähnt, welches die Aufgaben der Schule sind. Empirische Untersuchungen zeigen, dass die zur Debatte stehenden Klassengrößen für den individuellen Erfolg der SchülerInnen keine Rolle spielen. Zudem wird mit dem neuen Volksschulgesetz der individuelle Erfolg der SchülerInnen angestrebt. Damit in Biel auch künftig kompetente Lehrpersonen arbeiten wollen, ist es jedoch wichtig, dass die Klassen nicht zu gross sind. Kleinere Klassengrößen sind für die Lehrpersonen attraktiver und gesundheitsschonender. Der Stadtrat hat dafür zu sorgen, dass sich die durchschnittliche Schülerzahl im Rahmen der Richtlinien des Kantons bewegt. Biel hat attraktive Schulen, weil sie Herausforderungen bieten, die für Lehrpersonen gut sind. Ich mache dem Stadtrat deshalb beliebt, dem Gemeinderat zu folgen und den Antrag der Fraktion SP abzulehnen.

Briechele Dennis, GLP: Herr Steinmann hat vorhin beklagt, dass in den Kindergärten immer jüngere Kinder seien. Das Anliegen der früheren Einschulung wird aber insbesondere von der SP und von den Grünen vorangetrieben. Heute geht es um die Klassengrößen. Mit einigen Voten wurde der Eindruck erweckt, nächstes Jahr müssten die Klassen um ein Vielfaches vergrössert werden. Auf Seite 8 des Berichts steht, dass die durchschnittliche Klassengrösse der Kindergärten von 18,3 auf 18,2 Kinder abnimmt. Auf Seite 9 des Berichts wird angeführt, dass im Bereich Primarschule ein leichter Anstieg von jetzt 20,1 auf 20,2 Kinder zu erwarten ist. Im Vergleich zum Vorjahr wird also mit keinem markanten Zuwachs der durchschnittlichen Klassengrösse gerechnet. Ich appelliere an den Stadtrat, das Geschäft des Gemeinderates zu unterstützen. Die Diskussion über die Klassengrößen muss der Stadtrat im Rahmen der Massnahmen NHS führen.

Grupp Christoph, Grüne: Die Fraktion Grüne wurde vom Antrag der Fraktion SP ein wenig überrumpelt. Es wäre gut gewesen, wenn die Fraktionen den Antrag früher erhalten hätten. Ich möchte vom Schuldirektor erfahren, ob der durch die Eröffnung von zwei zusätzlichen Klassen benötigte Schulraum innert nützlicher Frist geschaffen werden könnte.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Merci pour les compliments, que le Conseil de ville a exprimés à l'égard de ce rapport. Les collaborateurs et collaboratrices du Département Écoles & Sport sont présent(e)s à cette séance et ont entendu. Le rapport est le résultat d'un travail très important. Tout d'abord, je voudrais les remercier pour la qualité de leur travail et aussi vous signaler, que ce travail continue. L'organisation des classes n'est pas une science exacte et cela continuera d'évoluer, jusqu'au moment de la rentrée scolaire au mois d'août prochain.

Je voudrais vous donner une nouvelle information, qui ne se trouve pas dans le rapport. Le nombre d'élèves augmente et la moyenne du nombre d'élève par classes augmente également. Le Conseil de ville a accepté, que cette moyenne continue de progresser raisonnablement. Dans certaines écoles enfantines 23 ou 24 élèves par classe sont prévus. Ce n'est pas facile, notamment lorsque les enfants sont âgés de seulement quatre ans. Le Conseil municipal, dans sa politique scolaire et financière, assume l'augmentation du nombre d'élèves. Des sommes importantes et supplémentaires ont déjà été introduites au budget, pour assumer l'augmentation du nombre d'élèves, l'augmentation du nombre de classes et l'augmentation du nombre de locaux. La proposition, qui vous est faite, est raisonnable, mesurées et prudente.

Elle correspond aux exigences des mesures, qui figurent dans le rapport "Assainissement durable des finances communales (NHS)". Si vous acceptez, aujourd'hui, la proposition du Conseil municipal, elle correspondra à la proposition du mois prochain lors du traitement de l'affaire NHS.

Concernant la proposition du Groupe socialiste il faut remarquer, qu'effectivement, les deux classes supplémentaires qui sont proposées permettraient de maintenir la moyenne au niveau actuel. Mais, ces deux classes supplémentaires induisent évidemment des frais supplémentaires et impliquent une négociation avec le Canton. Concernant les chiffres proposés dans le rapport, les autorités cantonales ont donné un bon signal. Pour approuver ces ouvertures de classes, il faudrait rediscuter avec le Canton, ce qui impliquerait une incertitude. Pour les nouveaux locaux, je peux imaginer qu'il serait possible d'assumer au niveau primaire et secondaire. Le Conseil municipal vous propose d'en rester à sa proposition et donc de refuser la proposition du Groupe socialiste.

Au point 2 du Projet d'arrêté il est stipulé: *"Le Conseil municipal est habilité à rendre lui-même les arrêtés correspondants concernant le nombre de classes en cas de variations sensibles du nombre d'élèves. Il doit ensuite rendre compte au Conseil de ville, afin de requérir l'approbation formelle des changements éventuels intervenus"*. Les pronostics actuels ont déjà un peu changé par rapport à la proposition que vous avez sur la table, notamment en ce qui concerne les écoles enfantines. Il y a, cette année, une augmentation d'inscriptions d'élèves d'origine francophones dans les classes enfantines germanophones. Une quarantaine de familles francophones ont décidé d'inscrire leurs enfants dans les écoles enfantines germanophones. Ce phénomène est inquiétant. La première conséquence, c'est qu'il n'y aura probablement pas d'ouverture de classe d'école enfantine francophone cet été à Bienne, mais uniquement des ouvertures de classes d'écoles enfantines germanophones. Il faudra aussi prendre des mesures par rapport à cette liberté de choix. Les parents ont, aujourd'hui, la liberté de choisir la langue de scolarisation de leurs enfants. Ce phénomène complique notamment la vie des enseignant(e)s étant donné que des enseignant(es) germanophones doivent assumer les élèves germanophones et en plus les élèves francophones, dont les parents ne maîtrisent souvent pas la langue d'enseignement. Cette situation est préoccupante. La Direction des écoles a déjà commencé de réfléchir comment réagir à cette nouvelle situation. La proposition qui vous est faite évolue. Vous pouvez, sans autre, l'accepter car la somme globale et le paquet global restent dans le même rapport de proportions.

Votes

- sur la proposition d'amendement du Groupe socialiste, au point 1.3 du projet d'arrêté, d'ouvrir trois classes au lieu de deux pour le cycle primaire de langue allemande

La proposition est refusée.

- sur la proposition d'amendement du Groupe socialiste de mettre un nouveau point 1.6: Cycle secondaire I de langue allemande: ouverture d'une classe

La proposition est refusée.

- sur le projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 4 février 2015 concernant l'organisation des classes pour l'année scolaire 2015/2016, et s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 2, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Le nombre de classes pour l'année scolaire 2015/2016 est modifié comme suit:
 - 1.1. École enfantine de langue allemande: ouverture de quatre classes
 - 1.2. École enfantine de langue française: ouverture de deux classes
 - 1.3. Cycle primaire de langue allemande: ouverture de deux classes
 - 1.4. Cycle primaire de langue française: ouverture de deux classes
 - 1.5. Cycle secondaire I de langue française: ouverture d'une classe
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à rendre lui-même les arrêtés correspondants concernant le nombre de classes en cas de variations sensibles du nombre d'élèves. Il doit ensuite rendre compte au Conseil de ville, afin de requérir l'approbation formelle des changements éventuels intervenus.

42. 20140357 Stratégie de la formation 2015-2018 / Prise de connaissance

Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion: Le Conseil municipal est tenu de présenter tous les quatre ans une Stratégie de la formation, dont la deuxième édition est présentée ce soir. La Commission de gestion (CDG) salue le fait que cette stratégie a été élaborée au cours d'un long processus collaboratif entre le Département Écoles & Sport, le corps enseignant, les directions d'écoles, les commissions scolaires et les parents. Plusieurs tables rondes et réunions ont eu lieu pour définir les points forts de cette stratégie. Les consultations et réflexions ont amené le Conseil municipal à définir trois axes principaux: les élèves, les membres du corps enseignant et les infrastructures scolaires. Pour ces axes, une série de huit priorités a été élaborée: le début de la scolarité, la fin de la scolarité, les parents, l'attractivité professionnelle, la reconnaissance, le défi numérique, les espaces et l'administration. Ces priorités ne constituent pas les seuls domaines où l'école biennoise devra évoluer et s'adapter aux réalités changeantes de notre société. La CDG souhaite vivement, que le Département École & Sport continue à mettre l'accent sur les autres préoccupations des personnes proches de l'école, qui peuvent ne pas avoir été choisies pour figurer dans cette Stratégie de la formation. La CDG salue aussi le fait, que les objectifs de la stratégie soient clairement énumérés et accompagnés des mesures pour les atteindre, des moyens (il aurait été souhaitable

que certains soient chiffrés) et des compétences. Ce procédé permettra de contrôler, à la fin de la période couverte, si les objectifs ont été atteints ou pas. Il s'agit ainsi d'une véritable stratégie, dont on peut s'attendre à la mise en oeuvre d'au moins une partie des objets et non d'une série de voeux pieux, sans suite. Il vaut, en effet, mieux s'attacher à bien répondre à certains problèmes, que de dessiner une utopie inatteignable. Les mesures proposées ont des coûts divers: de quasi nul pour certains (une communication mieux ciblée avec les parents pour mieux connaître le système scolaire) à très importants pour d'autres (les équipements numériques, qui sont très en retard à Bienne). La CDG se réjouit de voir les projets, qui seront proposés au Conseil de ville, au cours des années à venir dans ce domaine et dans d'autres. Enfin, il est décevant de voir que certaines mesures doivent encore se trouver dans une stratégie et non déjà dans la réalité (l'enseignement de la deuxième langue nationale par des enseignant(e)s de langue maternelle, une des mesures du point 1 (page 12 de la brochure). En effet, à Bienne, Ville notoirement bilingue, il nous semble que c'est une évidence, de pouvoir profiter de la présence (souvent dans la classe voisine) d'enseignant(e)s de l'autre langue. Pourquoi n'est-ce pas déjà le cas aujourd'hui? La CDG a pris connaissance avec intérêt de cette stratégie de la formation et attend, avec impatience, les résultats escomptés au cours des quatre prochaines années. N'oublions jamais, que la formation est la base de notre culture et de notre société, en cette période où l'ignorance et l'inculture semblent parfois l'emporter loin de nous, mais parfois même sous nos yeux!

Frank Lena Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne ist sehr froh um die Bildungsstrategie. Die drei Hauptstossrichtungen findet sie logisch und die Priorität nachvollziehbar. Trotzdem sind ihr einige Punkte ins Auge gesprungen, die ich hier darlegen und kommentieren möchte:

- Der Einsatz von PraktikantInnen im Kindergarten ist sehr heikel. Damit sind meistens sogenannte Vorlehrpraktika gemeint, die im Zunehmen begriffen sind. SchulabgängerInnen werden zu schlechten Konditionen als billige Arbeitskräfte eingestellt und arbeiten häufig wie voll Ausgebildete. Darunter leiden alle Betroffenen und es führt dazu, dass die PraktikantInnen das Interesse am Beruf verlieren, dass die Kinder nicht fachgerecht betreut werden, und die wenigen Ausgebildeten oft mit der Situation überfordert sind. Ich habe in der Pflege das Pendant dazu erlebt. Der Einsatz von Zivildienstleistenden ist gleich zu beurteilen. Auch wenn die Fachkräfteinitiative von Bundesrat Schneider-Ammann solche Einsätze vorsieht, ist er aus Sicht der Fraktion Grüne falsch und ist eine sehr schlechte Symptombekämpfung. Den Fachkräftemangel bekommt man so nicht in den Griff.
- Der Gemeinderat legt richtigerweise den Fokus auf eine Attraktivierung der Anstellungsverhältnisse der Lehrpersonen in der Stadt Biel. Das erfordert auch ein wenig Kreativität und die Bereitschaft, in das Personal zu investieren, was sich längerfristig auszahlen wird. Wieso nicht eine Vorreiterrolle übernehmen und vertraglich einen Elternurlaub oder die Möglichkeit eines Sabbaticals nach einer gewissen Anstellungszeit regeln? Das wären für die Lehrkräfte verlockende Arbeitsbedingungen.
- In die gleiche Richtung geht auch meine Anmerkung zu den geplanten, aus meiner Sicht unumgänglichen IT-Aufrüstungen. Es geht in der heutigen Zeit nicht mehr an, dass in der städtischen Verwaltung kein stabiles Netz vorhanden ist. Auch hier bieten sich viele Möglichkeiten, die Stadt Biel als Arbeitgeberin attraktiv zu machen und ein breites und niederschwelliges Weiterbildungsprogramm im

Bereich Informatik, aber auch generell, auf die Beine zu stellen. Auch das ist eine Investition in die Zukunft.

- Die spezialisierte Arbeitsteilung LehrerInnen/Schulsozialarbeit ist lobenswert. Weil die Lehrpersonen immer mehr Aufgaben übernehmen sollen, ist auch da eine Entlastung nötig.
- Unsere Fraktion erachtet auch die Schulsozialarbeit als wichtigen Pfeiler, um die Lehrkräfte zu entlasten und dem Lehrkräftemangel entgegenzuwirken. Die Fraktion Grüne hat sich gefragt, was der Gemeinderat mit *"ein öffentliches Zeichen für die Arbeit der Lehrkräfte zu setzen"* meint, und was damit bezweckt wird.
- Sie erachtet es zudem als wichtig, dass Eltern ohne Deutsch- und Französischkenntnisse besser einbezogen werden und sie auf diese Weise aufgefordert werden, sich Deutsch- und Französischkenntnisse anzueignen. Das bedingt aber auch genügend Mittel für die Fachstelle Arbeitsintegration (FAI). Die FAI bietet einen essentiellen Beitrag für die langfristige Integration.

Die Fraktion Grüne begrüsst grundsätzlich die Bildungsstrategie als Ganzes und ist auf die Umsetzung gespannt.

Gonzalez Glenda, Groupe socialiste: Beaucoup de choses ont déjà été dites. Je ne vais pas les répéter. Le Groupe socialiste tient à remercier le Conseil municipal d'avoir présenté un document, qui est cohérent par rapport à la situation d'aujourd'hui, rigoureux dans la présentation et pragmatique. Enfin il existe une stratégie, qui fait part d'objectifs clairement définis, qui sont étayés dans le temps et s'articulent entre eux autour des axes, qui ont déjà été présentés par Madame Pittet. Cette stratégie a également l'avantage d'être respectueuse des différent(e)s acteurs et actrices et de prendre en considération leurs principales attentes et les principaux besoins de l'école. Elle prend également en considération les besoins de la Ville au niveau des infrastructures et des moyens à développer. Malgré les avantages et aspects positifs, que présente cette stratégie, le Groupe socialiste reste fortement préoccupé et inquiet, quant à savoir si les ressources nécessaires (Canton et Ville de Bienne) pour la mise en place seront à disposition. Bien que les coûts de la formation augmentent, n'oublions pas qu'ils augmentent également dans tous les autres domaines. Actuellement, la population scolaire a beaucoup évolué et il y a des enjeux à prendre en compte. La Stratégie de la formation prend en considération cette situation, en mettant l'accent d'une part sur l'encouragement précoce et d'autre part aussi à la fin de la scolarité obligatoire, en essayant d'amener des solutions pour résoudre la situation de l'entrée au secondaire II des élèves, qui reste un moment délicat. Merci de soutenir cette Stratégie de la formation, que le Groupe socialiste soutient aussi très fortement, mais avec la préoccupation liée aux ressources à disposition.

Molina Franziska, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: An dieser Bildungsstrategie konnten die LehrerInnen, die Schulleitungen, die Elternräte und die Schulkommissionen im letzten Jahr mitarbeiten. Sie alle stehen dahinter. In der Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU ist die Frage aufgetaucht, wer die sehr schön gestaltete und gut lesbare Bildungsstrategie erhält.

Pichard Alain, Fraktion GLP: Laut Wikipedia ist Strategie ein genauer Plan für die Handlungen, mit denen man ein Ziel verwirklichen will. Dafür braucht es die Angabe von Etappen, Alternativen, Fristen und die Nennung von Ressourcen. So ist die

Bildungsstrategie der Stadt Bern oder diejenige des Kantons Basel-Stadt abgefasst. Es wird dargestellt, welcher Schritt mit welchen Mitteln realisiert werden soll. Das ist im vorliegenden Strategiepapier nicht der Fall, was man dem Gemeinderat nicht übel nehmen kann. Wie soll er Ressourcen einsetzen, wenn gar keine vorhanden sind, weil das Volk erst einer Steuererhöhung zustimmen muss? Und, Frau Frank, wenn eine Stadt jahrelang über ihre Verhältnisse gelebt und Stellen geschaffen hat, muss man sich jetzt nicht wundern, dass keine Ressourcen mehr vorhanden sind. Es wurde Früherziehung bereits im Kindergarten beschlossen, Tagesschulen wurden eingeführt, Frühfranzösisch wurde beschlossen - das alles kostet den Kanton rund CHF 60 Mio.. Ein neuer Lehrplan wurde eingeführt, was erneut Kosten von CHF 20 Mio. nach sich zieht. Darüber hinaus mussten Klassen geschlossen werden und die Klassengrösse heraufgesetzt werden. Uns Lehrern wurden die Renten gekürzt. So wirtschaftet der Kanton seit Jahren. Jetzt gilt es, zu schauen, wie wir wieder aus dem Schlamassel herauskommen. Lehrer brauchen nicht nur Ressourcen. Sie brauchen auch Vertrauen, Autonomie und Mitspracherecht. Herr Cadetg hat es richtig gesagt: Viele Lehrpersonen kommen nach Biel, weil sie die hiesige Situation reizt, weil Biel auch ein Biotop ist. In diesem Strategiepapier spüre ich kaum, dass den Lehrpersonen und den Schulleitungen Vertrauen geschenkt wird oder dass ihnen zugemutet wird, zu zeigen, was sie können, wenn auch vielleicht mit unkonventionellen Mitteln. Die Fraktion GLP ist grundsätzlich mit allen Zielen einverstanden. Sie hat aber geschmunzelt als von den Eltern die Rede war und dass diese gezwungen werden sollen, zur Integration beizutragen. Es werden sogar Bussen von CHF 1000.- vorgesehen für Eltern, die ihre Kinder nicht in die Früherziehung schicken. Die Fraktion GLP schlug seinerzeit vor, dass Eltern, die nicht zu einem vereinbarten Gespräch erscheinen, die Kosten verrechnet werden. Darauf folgte ein empörter Aufschrei und die Direktion Bildung, Kultur und Sport lehnte dies ab. Die Fraktion GLP nimmt das Papier zur Kenntnis, auch wenn es eher ein Leitfaden, eine Absichtserklärung ist. Wir sind gespannt auf die Umsetzung, Schritt für Schritt. Die Fraktion GLP ist froh, wenn die Direktion Bildung, Kultur und Sport ihre eigentlichen Kernaufgaben, nämlich die Schulraumplanung und die Bereitstellung von Ressourcen in den Griff bekommt und ist diesbezüglich guten Mutes.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Als Papier ist die Bildungsstrategie sehr begrüssenswert. Leider wird nichts Konkretes über die Machbarkeit und die für die Umsetzung nötigen Mittel gesagt. Deshalb besteht die Gefahr, dass die dringend notwendige Strategie ein Papiertiger bleibt. Die fehlende Konkretisierung erstaunt mich umso mehr, als dass der zuständige Direktor in anderen Zusammenhängen, beispielsweise mit dem Postulat 20140129, «Verbessern der Sicherheit auf dem Schulweg» oder zum Ausbau von subventionierten Krippenplätzen immer wieder betonte, dass er Konzepte nicht mag und es vorzieht, konkrete Projekte umzusetzen. Gerne lasse ich mich aber eines Besseren belehren und sehe einer konkreten Umsetzung dieser Strategie gespannt entgegen. Inhaltlich bewerte ich die Massnahme, welche die Förderung der Unterrichtssprache vor Kindergarten Eintritt vorsieht, positiv. Es ist auch begrüssenswert, dass die freie Sprachenwahl der Eltern in Frage gestellt wird, damit eine optimale Förderung des Kindes erfolgen kann. Es ist auch sehr sinnvoll, die Eltern als Partner zu stärken. Für die Umsetzung der Strategie sind aber finanzielle Mittel notwendig. Es kann nicht alles auf die Abteilung Schule & Sport, die Schulleitungen und Lehrpersonen abgewälzt werden. Die Lehrpersonen arbeiten schon jetzt am Limit. Die Bildungsstrategie weist sehr gute Ansätze auf und

wird aus fachlicher Sicht begrüsst. Leider gibt es nur wenig konkrete Umsetzungspläne und Geldmittel, für die Realisierung. In diesem Kontext ist die Erhöhung der Klassengruppen um durchschnittlich ein Kind pro Klasse, wie dies der Gemeinderat in seinem Abbauprogramm vorschlägt, geradezu als paradoxe Intervention zu werten. Die Bildung der Kinder und Jugendlichen ist unser Kapital und sollte nicht leichtfertig aufs Spiel gesetzt werden. Wenn Kinder und Jugendliche keine Perspektiven sehen, haben wir als Gesellschaft versagt. Es ist zu hoffen, dass diesem Papier konkrete Umsetzungsmassnahmen folgen.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Merci pour l'intéressant débat au sujet de cette Stratégie de la formation. Le Département Écoles & Sport s'est donné de la peine à présenter un beau document. Il est important, que la qualité de l'école biennoise soit visible aussi dans des documents. Je profite de l'occasion pour remercier toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs, qui ont participé à l'élaboration de ce document. Pour la première fois, les directions d'écoles et le corps enseignant ont été fortement impliqués dans l'élaboration. Le Département Écoles & Sport a également eu la possibilité de collaborer intensément avec les deux commissions scolaires, pour amender et retravailler ce document. Vous avez sous les yeux le fruit d'un travail collectif de toute une année. Les priorités, qui y sont mentionnées, ne sont pas exclusives. Les autres sujets restent importants et sont aussi dans les chantiers en cours. Notre but, c'était d'être concret et réaliste. Ce document représente la réalité de l'école biennoise. Il faut travailler "Schritt für Schritt".

La Ville de Bienne a encore quelques moyens et ressources. Comment et où seront-ils utilisés? Le Conseil municipal prendra ses responsabilités et le Conseil de ville sera appelé, lui aussi, à prendre ses responsabilités. Le corps enseignant ainsi que les directions d'écoles devront aussi prendre leurs responsabilités et leurs parts dans l'utilisation de ces moyens. Je vous donne un exemple parmi d'autres: cette année, il y aura la possibilité d'investir des moyens pour le dossier du numérique. Le Conseil municipal est en train de planifier des projets et vous aurez, sur la table du Conseil de ville, des projets qui feront avancer enfin le dossier du numérique.

Encore un mot concernant la valorisation du corps enseignant et l'utilisation des stagiaires. Il est très important et c'est aussi votre responsabilité de parlementaires, de toujours insister sur le rôle si important, que jouent les enseignant(e)s dans la qualité de l'école. C'est sur leur travail, que repose l'essentiel de la qualité de la formation, que la Ville de Bienne peut offrir. Le Directeur des écoles et le Conseil municipal font beaucoup d'efforts, mais l'essentiel c'est bien les enseignant(e)s qui le font. Il est nécessaire, que cet engagement et cet effort soient reconnus. À côté des enseignant(e)s, il serait imaginable d'avoir des stagiaires. Dans les écoles biennoises, les stagiaires qui s'engagent sont valorisés et ressortent très intéressés de l'expérience faite. Les chantiers sont nombreux et très divers et pour les réaliser et les faire avancer, il faudra avoir l'aide de tout le monde.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 4 février 2015 concernant la «Stratégie de la formation 2015 -2018 / Prise de connaissance» et s'appuyant sur l'art. 40, al. 2, let. b du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1) ainsi que sur l'art. 4, al. 1 et 2 du Règlement scolaire de la Ville de Bienne du 15 mai 2008 (RDCo 430.1), le Conseil de ville **arrête**:

Le Conseil de ville prend connaissance de la stratégie de la formation 2015-2018 de la Ville de Bienne.

- 43. 20150045 École enfantine du Geyisried / Locaux provisoires pour deux classes / Réalisation / Crédit d'engagement**
et
- 44. 20150046 École enfantine des Prés Wildermeth / Démolition du bâtiment actuel / Locaux provisoires pour quatre classes / Réalisation / Crédit d'engagement**

Dunning Samantha, au nom de la Commission de gestion: La Commission de gestion (CDG) vous recommande d'approuver le crédit d'engagement de 1'700'000 fr. pour le projet de locaux provisoires au Geyisried pour deux classes d'écoles enfantines. Onze classes ouvriront pour l'année 2015/2016, dont six classes d'écoles enfantines. Le Conseil municipal a tenté de répartir, comme il le pouvait, les différentes classes dans les bâtiments existants, mais il ne reste malheureusement pas suffisamment de place pour toutes les classes. De nouveaux bâtiments sont donc nécessaires. Afin de pouvoir assurer des locaux pour l'été prochain, le Conseil municipal a opté pour des bâtiments provisoires, ce qui permet aussi de garder une certaine flexibilité, selon les besoins de locaux. Concernant le Geyisried, nous considérons qu'il est opportun d'y construire un bâtiment provisoire, puisqu'il pourra également être utilisé par des classes, lors des travaux d'assainissement prévus dans l'école. Le bâtiment provisoire pourrait ainsi rester sur les lieux huit à dix ans et être réutilisé au besoin. Le Conseil municipal a donc opté pour une construction la plus modeste possible, en bois préfabriqué, tout en gardant une qualité de vie satisfaisante pour les élèves. Le chauffage, l'enveloppe du bâtiment et les installations électriques correspondent au standard MINERGIE. Les aménagements extérieurs seront réduits au minimum, puisque les élèves pourront utiliser les espaces verts et les appareils existants. Cependant, une nouvelle place de stationnement pour l'école enfantine sur le parking existant ainsi qu'une clôture pour l'espace extérieur de l'école enfantine seront aménagées. La CDG vous recommande d'accepter ce crédit d'engagement.

Bohnenblust Simon, GPK: Im zweiten Geschäft «Kindergarten Wildermethmatte / Abbruch bestehendes Gebäude / Neubau Provisorium für vier Kindergärten / Ausführung / Verpflichtungskredit» ist der Betrag deutlich höher und ein bestehendes Gebäude soll abgerissen werden, bevor Provisorien erstellt werden. Der bestehende Kindergarten ist ein Gebäude aus den 1940er-Jahren, das dringend saniert werden müsste. Auch an diesem Standort können durch eine Aufstockung auf zwei Etagen zusätzliche Klassen untergebracht werden. Der Standort ist sehr geeignet, und die

Umgebung ist wenig lärmempfindlich, d.h. es kann zu keinen Lärmklagen kommen. Die GPK empfiehlt dem Stadtrat, das zweite Geschäft anzunehmen und den Betrag von CHF 2,38 Mio. zu sprechen.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne kann beiden Vorlagen mit Überzeugung zustimmen. Sie dankt für die gute Ausarbeitung. Im zweiten Geschäft «Kindergarten Wildermethmatte / Abbruch bestehendes Gebäude / Neubau Provisorium für vier Kindergärten / Ausführung / Verpflichtungskredit» sind die Kosten für den neu zu schaffenden Schulraum tiefer als im Geyisried. Geyisried bietet dafür die grössere Flexibilität. Die Fraktion Grüne freut sich darüber, dass beide Gebäude minergiekonform sein werden, obschon es sich um Provisorien handelt. Im Geyisried geht leider etwas Aussenraum verloren. Zum Projekt Wildermethmatte: Dieser Standort ist stark exponiert: Gerade zu Stosszeiten herrscht reges Verkehrsaufkommen. Lärmässig sollte das angesichts der Ausrichtung des Gebäudes unproblematisch sein. Der Zugang zum Gebäude ist aber kritisch. Die Kinder aus den vier Kindergartenklassen kommen wahrscheinlich zu Fuss in den Kindergarten und werden nicht mit dem Schulbus gebracht. Hat der Gemeinderat sich dazu Gedanken gemacht? Die Fraktion Grüne stimmt beiden Geschäften dennoch zu.

Külling Urs, Fraktion SP: Die Fraktion SP kann dem Votum von Herrn Grupp beipflichten. Im Geyisried wird zuerst das Provisorium für die Kindergartenklassen und nachher ein definitiver Pavillon erstellt. Der Schulraum, der dann frei wird, kann für die Unterbringung der Schulklassen während der Sanierung des Geyisriedschulhauses genutzt werden. Die CHF 1,7 Mio. sind für dieses Vorhaben notwendig. Das Provisorium kann nach der Sanierung an einem andern Ort wiederverwendet oder verkauft werden. Die Fraktion SP empfiehlt dem Stadtrat Annahme dieses Geschäfts.

Brassel Urs, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU unterstützt dieses Geschäft und sie dankt für die guten Unterlagen. Im August sollen die Provisorien bereits bezugsbereit sein. Gibt es Einsprachen gegen das Bauvorhaben? Werden bereits Provisorien von der gleichen Firma gebaut? Wäre das der Fall, könnte sicher ein günstigerer Preis ausgehandelt werden.

Gurtner-Oesch Sandra, Fraktion GLP: Der Stadtrat hat heute Abend schon ausführlich gehört, wie wertvoll eine gute und vorausschauende Schulraumplanung ist. Jetzt sieht er, was passiert, wenn diese Planung vernachlässigt wird. Die Fraktion GLP wird beiden Geschäften zustimmen, nicht aus Begeisterung, aber weil es keine Alternativen gibt. Der Platz wird benötigt. Die Frage, ob nicht ein Neubau besser wäre als ein Provisorium stellt sich deshalb nicht, weil die Stadt weder Raum noch Geld noch Zeit hat.

Hueter Joël, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Ich kann meiner Vorrednerin nur zustimmen. Nur weil der Vorgänger des jetzigen Direktors Bildung, Kultur und Sport eine seriöse Schulraumplanung vernachlässigt hat, ist der Zeitdruck jetzt so hoch. Aufgrund dieses Zeitdrucks wird die Fraktion SVP/Die Eidgenossen beiden Geschäften zustimmen. Sie bedauert es jedoch sehr, dass keine langfristige Lösung gefunden wurde. Da jetzt endlich eine seriöse Schulraumplanung vorliegt, sind die Kosten für die Erweiterung des Schulraums bekannt. Bis 2020/21 müssen CHF 100

Mio., verteilt auf 5 Jahre, investiert werden. Das Investitionsbudget ist dadurch stark belastet, der eigenfinanzierbare Investitionsspielraum schon fast ausgeschöpft. Die Kosten von CHF 4,1 Mio. für die beiden Provisorien scheinen in diesem Kontext angemessen. Warum werden bei den beiden Provisorien im Geyisried 10% Reserven vorgesehen und bei den vier Provisorien auf der Wildermethmatte 5%? Für welche maximalen Klassengrößen sind diese Provisorien vorgesehen?

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Danke für die gute Aufnahme der beiden Geschäfte. Der Projektleiter, Herr Stucki, und der Stadtbaumeister, Herr Saager, sind heute anwesend und haben Ihre Voten gehört. Es wird sehr kurzfristig Schulraum benötigt. Dies liegt in der Zuständigkeit der Baudirektion. und der Zeitplan ist sportlich. Jedes Jahr ist es das Gleiche. Die Zeitspanne zwischen dem Moment, in welchem klar wird, wie viele Klassen für das nächste Schuljahr geplant sind und dem Zeitpunkt, da der neue Schulraum bezugsbereit sein muss, ist immer sehr kurz, vor allem, wenn dieser neu gebaut werden muss. Ich bin froh, dass der Stadtrat den Antrag der Fraktion SP auf Eröffnung von zwei zusätzlichen Klassen vorher abgelehnt hat. Es wäre sehr schwierig geworden, für zwei zusätzliche Klassen so kurzfristig Schulraum bereitzustellen. Zusätzlicher Schulraum ist keiner mehr vorhanden, weshalb der Gemeinderat dem Stadtrat heute auch diese beiden Geschäfte vorlegt. Andernfalls hätte er das Geld beispielsweise für Sanierungen von Schulraum gebraucht. Um aber 11 weitere Klassen unterzubringen, müssen auch Provisorien wieder in Betrieb genommen werden, obwohl dies nicht vorgesehen war. Schulraumplanung ist wichtig, allerdings weise ich den Stadtrat darauf hin, dass diese mit ein paar Unsicherheiten behaftet ist!

Zu den Fragen: Herr Grupp hat zurecht auf den starken Verkehr rund um den Kindergarten auf der Wildermethmatte hingewiesen. In den Unterlagen sehen Sie den neuen kleinen Weg, der zwischen Schulbushaltestelle und Kindergarten geschaffen werden soll. Die Kinder, die nicht mit dem Bus kommen, werden den gleichen Weg benutzen, welcher bis anhin genommen wurde. Wir können aber mit der Abteilung Infrastruktur noch prüfen, ob eine Verbesserung im Umfeld des Kindergartens noch möglich ist. Zur Frage von Herrn Haueter nach den 10% oder 5% Reserven bei Bauprojekten: 10% Reserven sind die Regel. Manchmal wird von dieser Regel abgewichen. Das ist bei den vier Provisorien auf der Wildermethmatte der Fall, weil dort wenig unbekannte Faktoren mitspielen. So wird beispielsweise nach einem bereits im Mühlefeld Nord verwendeten System gebaut. Herr Brassel hat nach allfälligen Einsprachen gefragt: Die Einsprachefrist ist am 13. März 2015 abgelaufen. Bis anhin wurden keine Einsprachen erhoben. Die Chancen stehen also gut, dass die Stadt ohne Einsprachen - vielleicht mit einer Rechtsverwahrung - bauen können wird. Herr Brassel, die beiden Projekte wurden nicht zusammen ausgeschrieben. Die Holzbaufirma erstellt im Geyisried keine Normcontainer sondern einen Holzbau, allerdings mit Fertigelementen. Auf der Wildermethmatte werden Container erstellt.

Votes

- Vu le rapport du Conseil municipal du 4 février 2015 concernant «École enfantine du Geyisried / Locaux provisoires pour deux classes / Réalisation», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:
 1. Le projet «École enfantine du Geyisried / Locaux provisoires pour deux classes / Réalisation» est approuvé et un crédit d'engagement correspondant de 1'700'000 fr. (crédit n°54000.0468) est octroyé.
 2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
 3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

- Vu le rapport du Conseil municipal du 4 février 2015 concernant «École enfantine des Prés Wildermeth / Démolition du bâtiment actuel / Locaux provisoires pour quatre classes / Réalisation», et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:
 1. Le projet «École enfantine des Prés Wildermeth / Démolition du bâtiment actuel / Locaux provisoires pour quatre classes / Réalisation» est approuvé et un crédit d'engagement correspondant de 2'380'000 fr. (crédit n° 54000.0467) est octroyé.
 2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement est d'ores et déjà approuvé.
 3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

45. 20140015 Motions et postulats adoptés – Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville:

Mairie

1. Postulat 20060501 Peter Moser / Prolongation de délai
2. Intervention 20080426 Marc Despont / Prolongation de délai
3. Motion 20100306 Pablo Donzé / Prolongation de délai
4. Postulat urgent 20110123 Patrick Calegari / À radier du rôle

La parole n'est pas demandée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 17 décembre 2014 concernant «Motions et postulats adoptés / Délai de 2 ans (Mairie)», et s'appuyant sur les art. 42, al. 2, et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le délai de réalisation du postulat 20060501, Peter Moser, FDP, «Rue de la Gare: perspectives d'une suppression totale de la circulation» est prolongé jusqu'en février 2016.
2. Le délai de réalisation du postulat 20080426, Marc Despont, Forum Biel/Bienne, «Meilleure traversée sud – nord de la ville de Bienne» (uniquement les points 1 et 2) est prolongé jusqu'en février 2016.
3. Le délai de réalisation de la motion 20100306, Pablo Donzé, Groupe Verts Bienne, «Toiture végétale pour les nouveaux lotissements à toit plat» est prolongé jusqu'en février 2017.
4. Le postulat urgent 20110123, Patrick Calegari, Groupe PPB plus, «Formation au centre-ville – complexe scolaire Esplanade» est radié du rôle comme étant réalisé.

Direction des finances

1. Intervention 20100152 Daphné Rüfenacht / À radier du rôle
2. Postulat 20100344 Peter Mischler / À radier du rôle
3. Postulat 20110086 Claire Magnin / Prolongation de délai
4. Intervention 20110280 Max Wiher / Prolongation de délai
5. Postulat urgent 20120335 Alain Nicati / Prolongation de délai

Briechle Dennis, GLP: Im Postulat 20100344 "Einführung des elektronischen bargeldlosen Zahlungsverkehrs bei der Stadtverwaltung Biel inklusive den öffentlichen Schaltern" geht es um den elektronischen Zahlungsverkehr, der in der Stadt Biel noch relativ schlecht ausgebaut ist. Erste Massnahmen hat der Gemeinderat ergriffen. Die Ausführungen im vorliegenden Bericht sind jedoch nicht überzeugend. Das Postulat sollte deshalb noch nicht abgeschrieben werden. Ich beantrage eine Fristverlängerung um zwei Jahre bis Ende Februar 2017.

Sutter Andreas, GPK: Die GPK war ursprünglich auch der Meinung, dieser Vorstoss könne noch nicht abgeschrieben werden. Die Finanzdirektorin hat ihr jedoch zugesichert, dass der elektronische Zahlungsverkehr in Kürze eingeführt wird. Das war vor gut einem Monat. Sichert die Finanzdirektorin heute zu, dass dies im April möglich sein wird, würde die GPK auf einen Antrag auf Fristverlängerung verzichten.

Steidle Silvia, directrice des finances: Monsieur Briechle, le paiement électronique au guichet est sur le point d'être installé par notre service informatique. Il sera de ce fait possible de payer avec une carte au guichet de la Police, dès le mois prochain. J'ignore si cela fera bouger Bienne dans le sens du postulat, mais cela permettra d'une part de décharger les guichets et d'autre part d'améliorer le service public. La

Direction des finances est en train de faire les derniers layouts pour les écrans des caisses. Ce travail sera terminé à la fin du mois de mars. Les terminaux pour cartes seront fonctionnels aux caisses de la Police et au Service de l'inspectorat de la voirie, ceci dès avril. Un service de paiement par cartes sera introduit au Service de la population, pour les secteurs des suisses, des étrangers et aux services spéciaux, à partir du mois de mai. D'autres départements pourront également être équipés avec des terminaux pour cartes, selon les besoins. Étant donné que la formulation du postulat est spécifiquement orientée sur le Département de la sécurité publique, je vous remercie de radier du rôle ce postulat.

Votes

- sur la proposition de Monsieur Briechle de ne pas radier du rôle le postulat 20100344

La proposition est refusée.

- sur le projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 17 décembre 2014 concernant «Prolongation de délai ou radiation du rôle des motions et postulats adoptés, mais non encore réalisés dans un délai de deux ans, relevant de la compétence de la Direction des finances», et s'appuyant sur les articles 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. L'intervention 20100152, Daphné Rüfenacht, Les Verts Bienne, «Berghaus» est radiée du rôle comme étant réalisée.
2. Le postulat 20100344, Peter Mischler, Groupe socialiste, «Introduction du service de paiement électronique sans numéraires au sein de l'Administration municipale biennoise y compris pour les guichets publics» est radié du rôle comme étant réalisé.
3. Le délai de réalisation du postulat 20110086, Claire Magnin, Les Verts Bienne, «Budget genre» est prolongé jusqu'à fin février 2017.
4. Le délai de réalisation du postulat 20110280 (uniquement chiffre 2), Max Wiher, PVL, «Variante AGGLOlacPlus» est prolongé jusqu'à fin février 2017.
5. Le délai de réalisation du postulat 20120335, Alain Nicati, Groupe Forum, «Adaptation de la planification financière» est prolongé jusqu'à fin février 2016.

Direction de l'action sociale et de la sécurité

Postulat 20120373 Daniel Hügli / À radier du rôle

La parole n'est pas demandée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 17 décembre 2014 concernant «Prolongation de délai ou radiation du rôle de motions et postulats adoptés, mais non encore réalisés dans un délai de deux ans, relevant de la compétence de la Direction de l'action sociale et de la sécurité», et s'appuyant sur les art. 42, al. 2, et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Le postulat interpartis 20120373, Daniel Hügli, SP, et Fritz Freuler, Les Verts, «Améliorer les services en faveur de la population et du personnel» est radié du rôle.

Direction de la formation, de la culture et du sport

1. Postulat 20030179 Martin Rüfenacht / À radier du rôle
2. Postulat 20060474 Heidi Stöckli Schwarzen / À radier du rôle
3. Postulat 20100184 Barbara Chevallier / Prolongation de délai
4. Postulat 20100309 Teres Liechti Gertsch / À radier du rôle
5. Postulat urgent 20110122 Béatrice Sermet-Nicolet, Monique Esseiva, Pierre-Yves Grivel / Prolongation de délai
6. Intervention 20120232 Martin Wiederkehr, Barbara Chevallier / À radier du rôle
7. Postulat urgent 20120400 Alain Pichard / À radier du rôle
8. Motion 20120370 Stefan Kaufmann / Prolongation de délai

La parole n'est pas demandée.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 10 décembre 2014 concernant «Prolongation de délai ou radiation du rôle de motions et postulats adoptés, mais non encore réalisés dans un délai de deux ans, relevant de la compétence de la Direction de la formation, de la culture et du sport», et s'appuyant sur les art. 42, al. 2 et 43, al. 1 du Règlement du Conseil de ville de Bienne du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 20030179, Martin Rüfenacht, FDP, «Planification des locaux scolaires à Bienne» est radié du rôle comme étant réalisé.
2. Le postulat 20060474, Heidi Stöckli Schwarzen, Groupe socialiste, «Planification générale des locaux scolaires» est radié du rôle comme étant réalisé.
3. Le délai de réalisation du postulat 20100184, Barbara Chevallier, Groupe socialiste, «Mise en œuvre du Règlement scolaire de la Ville de Bienne» est prolongé jusqu'en février 2016.
4. Le postulat 20100309, Groupe culturel interpartis, Teres Liechti Gertsch, «Adaptation au renchérissement pour les institutions culturelles» est radié du rôle comme étant réalisé.

5. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20110122, Béatrice Sermet-Nicolet, PSR, Monique Esseiva, PDC, Pierre-Yves Grivel, PRR, «Le Théâtre Palace, une maison de la culture pour tous, prioritairement consacrée au théâtre français» est prolongé jusqu'en février 2016.
6. Le postulat 20120232, Martin Wiederkehr et Barbara Chevallier, Groupe socialiste, «Introduction du cycle élémentaire (Basisstufe)» est radié du rôle comme étant réalisé.
7. Le postulat interpartis 20120400, Alain Pichard, PVL, «Abandon des mesures d'économie dans le domaine des activités hors cadre (camps de ski, semaines hors cadre, voyages d'école) et projets scolaires» est radié du rôle comme étant réalisé.
8. Le délai de réalisation de la motion 20120370, Stefan Kaufmann, Groupe Forum, «Autonomisation des EMS municipaux pour personnes âgées» est prolongé jusqu'en février 2016.

Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement

1. Postulat 20040373 Barbara Schwickert / À radier du rôle
2. Postulat urgent 20040601 CDG / Prolongation de délai
3. Intervention 20060465 Peter Moser / À radier du rôle
4. Motion 20060526 Heidi Stöckli Schwarzen / Prolongation de délai
5. Motion urgente 20070036 Patrick Calegari / À radier du rôle
6. Postulat 20070075 Peter Isler, Daphné Rüfenacht / Prolongation de délai
7. Postulat 20080265 André de Montmollin / Prolongation de délai
8. Motion 20080379 Carine Zuber / À radier du rôle
9. Intervention urgente 20090339 Béatrice Sermet-Nicolet, Salome Strobel / À radier du rôle
10. Postulat 20100258 Salome Strobel / À radier du rôle
11. Postulat 20110315 Hans-Ulrich Köhli, Nathan Güntensperger / À radier du rôle
12. Postulat 20120183 Christoph Grupp, Peter Isler / À radier du rôle
13. Postulat urgent 20120286 Fatima Simon / À radier du rôle
14. Postulat 20120287 Peter Moser / Prolongation de délai
15. Postulat 20120340 Christoph Grupp, Christian Löffel, Niklaus Baltzer, Nathan Güntensperger, Andreas Sutter / À radier du rôle
16. Postulat 20120402 Alfred Steinmann / À radier du rôle

Strobel Salome, GPK: Die GPK fordert den Gemeinderat eindringlich dazu auf, das dringliche Postulat 20040601 «Sanierung des Wärterhauses und der öffentlichen W.C.-Anlage im Stadtpark» endlich zu erfüllen und eine Nutzung für diesen Schandfleck Biels zu präsentieren. Der GPK ist bekannt, dass es nicht einfach ist, eine Nutzung zu finden. Trotzdem möchte sie, dass für den Stadtpark endlich eine Lösung gefunden wird. Damit habe ich die gleichen Worte verwendet wie mein GPK-Kollege Simon Bohnenblust vor 2 Jahren. Vielleicht ist wenigstens die Antwort der Baudirektion etwas aktueller...

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Die dringliche Motion 20070036 «Garderoben Sportanlage Champagne: Sofortiger Ersatz» wurde 2007 eingereicht. Die Garderobenanlage Champagne hätte im März 2015 fertig sein sollen. Bis jetzt ist aber noch gar nichts gemacht worden. **Ich beantrage eine Fristverlängerung für die**

Erfüllung der dringlichen Motion 20070036 um ein Jahr bis Ende Februar 2016, damit das Vorhaben dann auch wirklich realisiert wird.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Zum Pfortnerhaus im Stadtpark: Das Gebäude ist geschützt, man kann es also nicht beliebig verändern. Allfällige Nutzer müssten noch viel investieren. Bevor der Gemeinderat weiss, wie und durch wen das Pfortnerhaus genutzt wird, macht eine Sanierung keinen Sinn.

Zu den Garderoben: Der Gemeinderat hat im November 2014 den Kredit für den Ersatz der Garderobenanlage freigegeben. Das Bauprojekt steht. Es ist aber noch eine Einsprache hängig. Solange diese nicht bereinigt ist, kann mit dem Bau nicht begonnen werden. Danach werden wir aber sofort mit dem Bau beginnen, denn die neue Anlage wird dringend benötigt. In dem Sinn spielt es keine grosse Rolle, ob der Vorstoss 20070036 jetzt abgeschrieben oder die Frist zur Erfüllung verlängert wird.

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Nach diesem Votum **ziehe ich meinen Antrag zurück.**

Strobel Salome, SP: Die Fraktion SP findet, dass die Motion 20080379 «Verbesserung der Sicherheit für die Zweiradfahrenden in den Strassenunterführungen in der Stadt Biel» noch nicht abgeschrieben werden kann. Die darin gestellte Forderung nach einer Bestandesaufnahme und einer Auflistung aller nötigen Massnahmen ist nicht erfüllt. Zudem fehlen in der Abschreibungsempfehlung die Massnahmen zu den beiden gerade für Velofahrende und FussgängerInnen gefährlichen Unterführungen in Mett. **Die Fraktion SP beantragt daher eine Fristverlängerung für die Erfüllung der Motion 20080379 um zwei Jahre bis Ende Februar 2017.**

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich verstehe das Anliegen und werde mich nicht gegen eine Fristverlängerung wehren. In den nächsten zwei Jahren wird der Gemeinderat dem Stadtrat konkrete Projekte vorlegen. Dann wäre sicher der richtige Moment, um den Vorstoss abzuschreiben.

Strobel Salome, SP: Die Fraktion SP möchte das Postulat 20100258 «Umsetzungsplanung Tempo 30» nicht abschreiben, weil die Forderung nicht erfüllt ist. In der Abschreibungsempfehlung werden zwar geplante Tempo-30-Zonen erwähnt. Aber das ist bei weitem keine Umsetzungsplanung. **Die Fraktion SP beantragt daher eine Fristverlängerung für die Erfüllung des Postulats 20100258 um zwei Jahre bis Ende Februar 2017.** Bis dahin soll die Baudirektion dem Stadtrat die geforderte Planung vorlegen.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Es fragt sich, was mit der Forderung nach einer verbindlichen Umsetzungsplanung gemeint ist. Der Gemeinderat listet auf, wo es Sinn macht, Tempo-30-Zonen zu realisieren und wie weit die Realisierung fortgeschritten ist. Er sagt auch, wie es mit einer allfälligen Mitfinanzierung aussieht. Ferner zeigt er auf der Zeitachse, wann diese Projekte beschlussfähig sind. Welche zusätzlichen Informationen wünscht sich die Fraktion SP? Von mir aus gesehen sind alle verlangten Informationen im Bericht enthalten.

Steinmann Alfred, SP: Eigentlich ist das Postulat 20120402 «Gesundheitsschädigende Stoffe in Schulhäusern und städtischen Gebäuden»

ebenfalls noch nicht erfüllt. Ich habe Frau Schwickert per Mail ein paar Fragen gestellt, deren Beantwortung ich hier zu Protokoll geben möchte: Alle zugänglichen Objekte, die asbesthaltiges Materialen enthalten, sind bezeichnet. In den Schulen wurden keine radioaktiven Werte gemessen und die Grenzwerte werden eingehalten. (Schimmel ist allerdings immer noch ein Thema!) Das wird sicher alles weiterverfolgt. Ich habe Vertrauen in die Baudirektion. Deshalb bin ich mit der Abschreibung des Postulats trotzdem einverstanden.

Votes

- sur la proposition de Madame Strobel de ne pas radier du rôle la motion 20080379

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Madame Strobel de ne pas radier du rôle le postulat 20100258

La proposition est acceptée.

- sur le projet d'arrêté

Vu le rapport du Conseil municipal du 10 décembre 2014 concernant «Motions et postulats adoptés / Délai de 2 ans (Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement)», et s'appuyant sur les articles 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville du 11 décembre 1996 (RDCo 151.21), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 20040373, Barbara Schwickert, Verts Bienne, «Mesures en faveur de la qualité de l'air» est radié du rôle comme étant réalisé.
2. Le délai de réalisation du postulat urgent 20040601, Erich Fehr, SP, «Assainissement de la maison du concierge et des toilettes publiques du Parc municipal» est prolongé jusqu'à fin février 2017.
3. Le postulat 20060465, Peter Moser, FDP, «Voie réservée aux bus / Route de Neuchâtel – Faubourg du Lac» est radié du rôle.
4. Le délai de réalisation de la motion 20060526, Heidi Stöckli Schwarzen, Groupe socialiste, «Assainissement ou nouvelle halle de gymnastique à la Plänke» est prolongé jusqu'à fin février 2016.
5. La motion urgente 20070036, Patrick Calegari, UDC, «Vestiaires au complexe sportif de la Champagne: remplacement immédiat» est radiée du rôle comme étant réalisée.
6. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20070075, Daphné Rüfenacht, Groupe Verts Bienne / Peter Isler, Groupe socialiste, «Protection de l'environnement – Restructuration du secteur énergétique» est prolongé jusqu'à fin février 2016.
7. Le délai de réalisation du postulat 20080265, André de Montmollin, Groupe socialiste, «Pour une zone de rencontre aux abords du Centre hospitalier» est prolongé jusqu'à fin février 2017.

8. **Le délai de réalisation de la motion 20080379, Carine Zuber, Groupe socialiste, «Sécurité accrue pour les cyclistes dans les passages sous-voies à Bienne» est prolongé jusqu'à fin février 2017.**
9. L'intervention 20090339, Béatrice Sermet-Nicolet / Salome Strobel, Groupe socialiste, «Sécurité des cyclistes et des piétons le long de l'axe nord (Faubourg du Lac)», (*uniquement points 2+3*), est radiée du rôle comme étant réalisée.
10. **Le délai de réalisation du postulat 20100258, Salome Strobel, SP, «Planification de la mise en œuvre des zones à 30 km/h» est prolongé jusqu'à fin février 2017.**
11. Le postulat 20110315, Nathan Güntensperger, PVL, «Adaptation de la procédure d'appels d'offres concernant les projets de construction de la Ville de Bienne», (*uniquement points 1+2*) est radié du rôle comme étant réalisé.
12. Le postulat interpartis 20120183, Christoph Grupp, Les Verts / Peter Isler SP, «Renfort de personnel pour le domaine de la protection de l'environnement» est radié du rôle.
13. Le postulat urgent 20120286, Fatima Simon, Groupe Les Verts, «Plus d'éclairages au jardin public Les Prés-de-la-Rive» est radié du rôle comme étant réalisé.
14. Le délai de réalisation du postulat 20120287, Peter Moser, FDP «Passerelle entre le Fuchsenried et la rue de l'Octroi» est prolongé jusqu'à fin février 2017.
15. Le postulat interpartis 20120340, Christoph Grupp, Les Verts / Christian Löffel, PEV / Niklaus Baltzer, SP / Nathan Güntensperger, PVL / Andreas Sutter, PPB, «Plate-forme économique pour la protection du climat» est radié du rôle.
16. Le postulat 20120402, Alfred Steinmann, Groupe socialiste, «Substances nocives pour la santé dans les bâtiments scolaires et municipaux» est radié du rôle comme étant réalisé.

Interruption de la séance: 19h55 - 20h55

46. Postulat 20140157, Joël Haueter, Groupe UDC/Les Confédérés, "Sécurité – Examen des compétences opérationnelles"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Haueter Joël, SVP: Wieso die sehr gut ausgebildete und teure Kantonspolizei für Aufgaben einsetzen, die auch mit etwas weniger gut ausgebildetem und etwas weniger teurem Personal erledigt werden könnten? Diese Frage stand am Ursprung des Vorstosses. Ich danke dem Gemeinderat für die ausführliche Beantwortung des Postulats. Viele Gründe für eine Erheblicherklärung des Vorstosses sind bereits aufgeführt. Aus meiner Sicht würde v.a. die Prüfung des dritten Punktes des Postulats folgende Vorteile mit sich bringen:

- In Biel würden Arbeitsplätze geschaffen;
- Die Bieler Finanzen würden entlastet, da die Stundenansätze des Bieler Sicherheitspersonals um einiges geringer sind als jene der Kantonspolizei;
- Bessere und direkte Steuerung der Sicherheitseinsätze;
- Verbesserte und sichtbarere Präsenz der Sicherheitsorgane in der Stadt Biel;

- Als Auswirkung der beiden letztgenannten Punkte ein besseres Sicherheitsgefühl für Bielerinnen und Bieler und
- Entlastung der Kantonspolizei durch die Übernahme von B-Aufgaben, welche gemäss Gesetz wahlweise durch die Kantonspolizei oder durch städtisches Personal wahrgenommen werden können, durch die Stadt Biel.

Aus diesen Gründen bitte ich den Stadtrat, das Postulat erheblich zu erklären und um Erteilung des Prüfungsauftrags an den Gemeinderat.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU: Le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU constate, que c'est la Loi cantonale sur la police (LPol, RSB 551.1), qui régit le domaine évoqué par le postulant. Cette loi dit, que les organes de police du Canton et des communes ont pour mission d'assurer la sécurité, à savoir de prendre les mesures propres à écarter les dangers concrets pour la sécurité et l'ordre public et pour l'environnement, à réprimer les troubles d'une part et d'autre part, de porter secours aux personnes directement menacées dans leur vie ou leur intégrité corporelle et de prendre les mesures d'urgence en cas de catastrophes et d'accidents. Mais principalement, il incombe à la Police d'empêcher la commission imminente d'actes punissables ou d'interrompre la commission de tels actes en garantissant un temps de réaction, qui s'appelle techniquement temps d'intervention le plus court possible. Ces tâches nécessitent une formation particulière, qui s'acquière pendant une année et dans une école de police. Dans la réalité quotidienne, l'accomplissement de ces tâches demande des mesures de police, qui veulent cette formation spécifique et aujourd'hui, seule la police unifiée en dispose. D'après la loi, elle est la seule à pouvoir accomplir ces tâches.

Dans sa réponse, le Conseil municipal, s'il relativise à juste titre l'intensité du sentiment d'insécurité invoqué par l'intervenant, il pense que le système actuel de police unifiée a des lacunes concernant la proximité avec la population et la lutte contre les atteintes mineures à la sécurité et à l'ordre publics. Le Conseil municipal invoque la suppression de la Police de quartier et le fait que des membres de la Police cantonale n'ont pas de relation particulière avec Bienne. À mon avis, ces deux affirmations sont incorrectes: d'une part, les postes de quartiers ont été supprimés bien avant que l'on ne parle d'unifier les polices et d'autre part, une bonne partie des agents cantonaux de la Police territoriale, qui est compétente pour la Ville de Bienne, sont d'anciens et très professionnels membres de l'ancienne Police municipale et ils interviennent presque exclusivement en Ville de Bienne. Je peux le dire car je travaille tous les jours avec eux. Malheureusement, le Conseil municipal omet de nous dire que ces tâches, qui étaient précédemment dévolues à une centaine d'agents municipaux, sont accomplies actuellement par beaucoup moins d'agents cantonaux, sans parler de l'engagement de trois véhicules de surveillance, qui sillonnent la Ville simultanément 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ce qui est un minimum absolu pour une ville de plus de 50'000 habitants.

Si ces tâches de proximité avec la population et la lutte contre les atteintes mineures sont reprises par la Ville, comment le Conseil municipal pense-t-il financer l'engagement de nouveaux fonctionnaires de police et leur formation adéquate, qui devra donner des garanties de professionnalisme et d'engagement, dont font preuve les policiers cantonaux et qu'exige la loi? Comment pense-t-il mettre à jour les outils de travail (véhicules, systèmes de communication, équipements, infrastructures d'intervention, locaux de garde à vue, etc.)? À quels risques le Conseil municipal est-

il prêt d'exposer ce personnel et enfin, comment pense-t-il assurer correctement la sécurité des habitants avec du personnel aux compétences et connaissances forcément plus limitées, que celles de la Police unifiée, sans même être autorisés à procéder à un simple contrôle d'identité?

Il n'existe aucun chiffre, aucune projection et aucun élément comparatif, par exemple avec d'autres villes du Canton ou par rapport à ce que l'opération permettrait à la Ville d'économiser ou justement de ne pas économiser. La Ville veut-elle s'engager seule dans un retour en arrière, en sachant que les bases légales sont plutôt défavorables, puisque la force publique ne peut être appliquée que par la Police unifiée? Si le Conseil municipal a l'intention de recréer un corps de police municipal, il doit le dire clairement, pour que le Conseil de ville puisse débattre dans la transparence d'un thème éminemment politique, à savoir: quelle police voulons-nous pour assurer quel niveau de sécurité? Mais je rappelle, que la situation actuelle a été décidée en votation populaire le 11 mars 2007, avec 80% de OUI. Je m'étonne que certaines personnes dans ce Parlement aient oublié cela ou ne veulent pas le voir! Nous sommes tous d'accord pour trouver des économies, mais pas au détriment du temps d'intervention de la Police et donc au détriment de la sécurité concrète cette fois et pas subjective de la population biennoise.

Ceci dit, dans la mesure où le Conseil municipal pense pouvoir amener ses réflexions dans le cadre de la renégociation des contrats de ressources avec le Canton, ainsi que de participer activement à la future révision totale de la Loi cantonale sur la police, le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU estime, que le Conseil municipal a concrétisé le postulat et **nous demandons, qu'il soit radié du rôle comme étant réalisé.** Notre groupe vous propose de suivre cette démarche, ceci aussi dans la perspective des débats du mois prochain.

Bord Pascal, Groupe UDC/Les Confédérés: Ce postulat ne va pas avec la loi actuelle sur la police. Après la révision de cette loi, les villes auront plus de compétences. Il est important de garder cette proximité pour des événements de moindre intensité. Pour le maintien de l'ordre public et les délits mineurs dans les quartiers, il n'y a pas besoin de policiers avec des boucliers et armés jusqu'aux dents. Dans ces cas-là, il faut d'autres compétences. Ce postulat incite le Conseil municipal à se faire des réflexions. Il faudrait mettre en place une unité d'intervention SIP (Sécurité-Intervention-Prévention) améliorée, avec d'autres compétences (contrôles d'identités, etc.). Ce postulat a été déposé pour laisser la porte ouverte au débat.

Hadorn Werner, Fraktion SP: Die Fraktion SP war verblüfft, dass der Direktor Soziales und Sicherheit von seiner eigenen Seite in Beschuss genommen wird. Sie geht mit der Beurteilung des Gemeinderates einig. Die beiden wichtigsten Punkte sind der neue Vertrag mit der Kantonspolizei und die Totalrevision des kantonalen Polizeigesetzes (PolG, BSG 551.1). Was passiert nach Ablauf des Vertrags Ende 2015? Wie gestalten sich die Verhandlungen mit dem Kanton über den neuen Vertrag? Das Postulat kann nicht als erfüllt abgeschrieben werden, weil die in Punkt 4 aufgeführten Mehrwerte im Moment rein hypothetischer Natur sind. Deshalb ist das Postulat erheblich zu erklären.

Cadetg Leonhard, FDP: Was erwartet die Bieler Bevölkerung von der Polizei? Sie erwartet, dass sie den Verbrechern das Leben schwer macht, dass sie rasch vor Ort

ist, wenn ein Verbrechen begangen wird, dass sie die Übeltäter dingfest macht und dass sie die Bevölkerung schützt. Die Beantwortung des Postulats ist in vielen Teilen falsch. Es stimmt nicht, dass die Polizisten *"keine besondere Beziehung zur Stadt Biel haben"*. Ich habe die Erfahrung gemacht, dass die Kantonspolizei Biel durchaus kennt. Die Kantonspolizisten haben eine genaue Vorstellung von den Gefahren und ihren eigenen Möglichkeiten. Ebenso sind ihre Interventionen angemessen. Drei von vier Kantonspolizisten sind ehemalige Stadtpolizisten. Viele kennen sich persönlich. Es mag sein, dass der Sicherheits- und Sozialdirektor sie nicht kennt. Wir haben heute zwar weniger, aber dafür besser ausgerüstete, ausgebildete und handlungsfähige Polizisten auf Patrouille, die frühzeitig Dramen zu verhindern wissen. Ist dieser Vorstoss der Versuch zur Rückkehr zur Stadtpolizei? Derlei haben wir vom Fraktionssprecher der SVP/Die Eidgenossen schon gehört... Das Gesetz erlaubt aber kein eigenes, bewaffnetes Polizeiorgan mehr. Es könnte ohnehin keine Personen anhalten oder Räuber entwaffnen und müsste zuschauen, wenn Menschen zu Schaden kommen. Mit gewalttätigen Einbrechern und Drogendealern könnte es nur reden. Solange das Gesetz eine bewaffnete, gut ausgerüstete und handlungsfähige Stadtpolizei nicht mehr zulässt, spielt der Gemeinderat mit dem Leben der Bürgerinnen und Bürger, sollte die Stadt selber weitere Polizeiaufgaben übernehmen wollen. Das ist nicht nur dumm, sondern fahrlässig. Die Erledigung der heute durch die Kantonspolizei erledigten Aufgaben durch eine Stadtpolizei wäre höchstwahrscheinlich auch nicht billiger, weil erneut Schnittstellen mit der Kantonspolizei zu bewirtschaften wären. Alleine eine solche Koordination kostet. Aus meiner Sicht ist es sehr wichtig, das Postulat nicht zu überweisen, ohne es gleichzeitig abzuschreiben. Sonst müsste ich es ablehnen. Im Übrigen geht die Abschaffung der Stadtpolizei auf die grossrätliche Motion 148-2003 «Die Polizei im Kanton Bern - für alle derselbe, erkennbare Freund und Helfer» von Werner Lüthi (SVP) und Brigitte Bolli Jost (FDP) zurück. In der Begründung schrieben die beiden: *"Viele Gemeinden haben den Unsinn der erwähnten Doppelspurigkeit erkannt."* Damals standen SVP und FDP auf der gleichen Seite. Heute demontiert die SVP die Polizei in Biel und gefährdet dadurch unsere Sicherheit. Das nehme ich persönlich.

Haueter Joël, SVP: Das Postulat ist in keiner Art und Weise ein Angriff auf Herrn Feurer. Herr Cadetg, Sie haben den Vorstoss wahrscheinlich nicht gut gelesen. Es geht nämlich einzig um die B-Aufgaben, welche gemäss Gesetz wahlweise durch die Kantonspolizei oder durch städtisches Personal wahrgenommen werden können. Sie werden in der Beantwortung sehr gut umschrieben. Es geht dabei weder um Einbrecher noch um Drogendealer, sondern um Nachtruhestörungen, Vandalismusprävention etc.. Es geht auch nicht um den Wiederaufbau der Stadtpolizei. Es geht nur darum, Aufgaben, die an und für sich simpel sind, zu deren Erfüllung die Polizei auch nicht bewaffnet sein muss, wieder von städtischen (Polizei)organen ausüben zu lassen. So könnten in Biel Arbeitsplätze geschaffen und gleichzeitig Kosten gespart werden. Ich verstehe Ihre Argumentation überhaupt nicht.

Scherrer Martin, SVP: Herr Cadetg, Sie haben gesagt, die SVP sei damals für die grossrätliche Motion Lüthi/Bolli? gewesen. Unsere Fraktion, die damals noch nicht SVP/Die Eidgenossen hiess, war dagegen! Wir waren aber die einzigen. Dennoch haben wir vorausgesehen, dass das passiert, was jetzt eingetreten ist. Und wir haben mit der Auslagerung der Aufgaben von der Stadtpolizei auf die Kantonspolizei keinen einzigen Franken gespart. Die versprochenen Einsparungen sind nicht eingetroffen.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Dem Gemeinderat geht es nicht darum, die Kantonspolizei abzuschaffen oder deren Aufgabenerfüllung in Frage zu stellen. Sie hat ihre Aufgaben und nimmt diese auch gut wahr. Die von Herrn Cadetg erwähnten Aufgaben, für die es ausgebildete und bewaffnete Polizisten braucht, sollen auch weiterhin bei der Kantonspolizei bleiben. Wir wollen und können diese Aufgaben nicht transferieren. Es geht aber um eine Optimierung der Aufgaben, um eine Verbesserung der Schnittstellen. Zum Beispiel weiss die Stadt heute nicht, welche sicherheits- und verkehrspolizeilichen Aufgaben mit welchem Mitteleinsatz und zu welcher Tageszeit von der Polizei wahrgenommen werden. Die Stadt kann die Erfüllung dieser Aufgaben auch nicht im Detail steuern, insbesondere auch die präventive Präsenz der Kantonspolizei nicht. Der Gemeinderat ist aber der Ansicht, dass die Kantonspolizei nicht ausreichend oft dort interveniert, wo es aus sicherheitstechnischer Sicht wichtig wäre. So wird beispielsweise 75% der präventiven Präsenz seitens der Kantonspolizei mittels Fahrzeugen gewährleistet. Der Gemeinderat hat eine andere Ansicht und strebt eine Optimierung an. Es wird sich zeigen, ob die Kantonspolizei die Präsenz verbessern und den städtischen Bedürfnissen anpassen kann. Sollte das nicht der Fall sein, wird sich der Gemeinderat mit der Frage befassen müssen, ob die Stadt einen Teil dieser Aufgaben in Zukunft selbst übernehmen will. Die Stadt zahlt dem Kanton rund 31 Stellen für präventive Präsenz. Derzeit prüfen wir, ob die Stadt der Kantonspolizei weniger Stellen bezahlen und zusätzliche B-Aufgaben selber übernehmen soll. In dem Sinn haben wir das Postulat beantwortet. Herr Hadorn, Sie haben nach dem Stand der Verhandlungen gefragt. Wir sind mitten drin. Deshalb kann ich noch nicht im Detail darüber berichten. Der Stadtpräsident und ich werden dazu demnächst mit dem Regierungsrat ein Gespräch führen. Sollte es nicht gelingen, bis zum 1.1.2016 einen neuen Vertrag abzuschliessen, würde die Kantonspolizei die Aufgaben aber weiterhin wahrnehmen wie in allen Gemeinden: Sie wird ausrücken, wenn irgendwo Not am Mann ist und Kontrollen durchführen. Für uns ist der Vertrag vor allem darum wichtig, weil darin gewisse Details geregelt werden können. Die Erfüllung der zentralen Aufgaben der Kantonspolizei ist aber auch ohne Vertrag gewährleistet. Nur eine kleine Minderheit der Gemeinden im Kanton hat wie Biel einen Ressourcenvertrag. Ich wäre froh, wenn Sie das Postulat erheblich erklärten, damit wir mit der Prüfung fortfahren können.

Votes

- sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat

La proposition est acceptée.

- sur la proposition du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU de radier du rôle le postulat

La proposition est refusée.

47. Interpellation interpartis 20140191, Anna Tanner, SP et Leonhard Cadetg, FDP, "État de l'avancement du projet de Service spécialisé de l'insertion professionnelle"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Les interpellant(e)s sont satisfait(e)s de la réponse.

La parole n'est pas demandée.

48. Interpellation urgente 20140263, Sandra Schneider, UDC, "Attitude de la Ville envers le Club biennois de lutte suisse et l'école de recrues du sport d'élite: quand le Département Écoles & Sport mettra-t-il un terme à cette situation embarrassante?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Schneider Sandra, SVP: Ich bin mit der Beantwortung zufrieden.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Le Conseil de ville a pris le temps pour voter l'urgence de cette intervention. Le Secrétariat parlementaire, la Chancellerie et le Conseil municipal ont pris le temps de la traiter. La Direction de la formation, de la culture et du sport a pris le temps de rédiger une réponse et de la transmettre au Conseil municipal, qui a pris le temps de traiter votre interpellation. Mes collègues ont pris le temps de la lire et de lire la réponse. La Chancellerie et le Secrétariat parlementaire ont reçu la réponse du Conseil municipal et pris le temps de transmettre la réponse au Conseil de ville. Vos collègues du Conseil de ville ont pris le temps de lire cette réponse pour ce soir et nous prenons maintenant le temps pour étudier et traiter ce sujet. Madame Schneider, le temps c'est de l'argent! Au moment où vous avez déposé cette interpellation, le problème que vous souleviez était déjà résolu. Le temps c'est de l'argent et vous avez personnellement beaucoup de potentiel pour nous aider à faire des économies dans la prochaine séance du Conseil de ville!

49. Postulat interpartis 20140192, Max Wiher, PVL, Urs Brassel, FDP, Monique Esseiva, PDC, Lena Frank, Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, Maurice Paronitti, PRR, "Affichage culturel sur les bâtiments des pouvoirs publics"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Wiher Max, GLP: Ich danke dem Gemeinderat für seine Antwort und dafür, dass er beantragt, das vorliegende Postulat erheblich zu erklären. Vor allem danke ich unserem Kulturdirektor, weil er die Kulturdebatte endlich umgesetzt hat. Das hat die Kulturgruppe schon vor Jahren von seinem Vorgänger gefordert. Das Echo der Kulturschaffenden auf die breit angelegte Kulturdebatte war durchwegs positiv. Die Kulturgruppe verfolgt die Umsetzung der Kulturplakatierung und von weiteren Verbesserungen der Rahmenbedingungen für die Bieler Kultur aufmerksam und mit grossem Interesse.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

50. Postulat interpartis 20140159, Leonhard Cadetg, Groupe FDP/PRR/PEV/UDF, Alain Pichard, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, Alfred Steinmann, SP, Martin Güdel, Les Confédérés, "Pas de renforcement du problème des écoles de seconde catégorie à cause de la Filière bilingue"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion dankt dem Gemeinderat für die gute Aufnahme des Postulats. Die darin geäusserte Sorge ist begründet. Gemeinsame Bildung ist für den Zusammenhalt unserer Gesellschaft sehr wichtig. Wenn die Filière Bilingue nachhaltig attraktiv sein soll, muss sie auf ein moralisch einwandfreies Fundament gestellt werden. Es genügt deshalb nicht, die positive Diskriminierung auszuschliessen, wie es der Gemeinderat macht, indem er schreibt: *"Es gibt keine Kriterien, die fremdsprachige Kinder von der Aufnahme in die Filière Bilingue ausschliessen."* Das stimmt nicht ganz, weil eine Voraussetzung für die Aufnahme in die Filière Bilingue ist, dass ein Kind entweder gut deutsch oder gut französisch kann. Dieses Kriterium wird gemäss allen uns vorliegenden statistischen Informationen von der ausländischen Bevölkerung weit weniger stark erfüllt als von der einheimischen. Deshalb kann der Applaus aus den Reihen der SVP für die Filière Bilingue nicht ganz zufällig sein... Auch ohne positive Diskriminierung wirkt sich die Filière Bilingue negativ auf die normalen Schulklassen aus, indem sie die guten Schulkinder für sich absorbiert. Es geht sogar so weit, dass der Standort der Filière Bilingue Auswirkungen auf die soziodemographische Zusammensetzung im Quartier zur Folge hatte, indem sich gut situierte Familien vermehrt um Wohnraum in dessen Nähe bemühten und diesen - auf Kosten von weniger gut verdienenden, ausländischen Familien - auch erhielten. Die Filière Bilingue verwandelt also das

Quartier, weil sie attraktiv ist. Das gilt auch umgekehrt und ist eines der Hauptprobleme Biels und führt zu Problemen in der Agglomeration. Es ist eines der ganz grossen Tabus im Schulwesen, dass zwar die Schule nicht gewählt werden kann, dies aber dennoch praktiziert wird, indem Familien mit genügend Geld dorthin ziehen, wo es scheinbar oder tatsächlich bessere Schulen hat. Der Direktor Bildung, Kultur und Sport hat mit mir das Gespräch gesucht, nachdem ich dieses Postulat eingereicht habe. Soweit ich verstanden habe, ist auch er der Meinung, dass die angesprochene negative Diskriminierung untersucht und ihr allenfalls entgegengewirkt werden muss. Ich wende mich nicht gegen eine zweisprachige Ausbildung. Wo anders als in Biel könnte damit begonnen werden, den interkulturellen Dialog zu pflegen? Grundlegende moralische Werten dürfen aber nicht stillschweigend der Zweisprachigkeit geopfert werden. Die Zweisprachigkeit muss diskutiert werden es gilt ihr Sorge zu tragen. Die beiden hiesigen und die vielen ausländischen Sprachgruppen und Kulturen in Biel sollen nicht Rücken an Rücken leben, sondern voneinander lernen und einander auch herausfordern, ohne aber einen unüberbrückbaren Streit loszubrechen. Es hat mich gefreut, dass die Anliegen des Postulats wirkungsvoll und mit kleinem Aufwand in die Evaluation einfliessen konnten. Als Schulrat der Berner Pädagogischen Hochschule bin ich überzeugt, dass die Evaluation gut gemacht wird. Ich danke dem Gemeinderat für die gute Aufnahme des Postulats. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU unterstützt den Gemeinderat nach Kräften im Bestreben, die Zweisprachigkeit auf einem moralisch guten Fundament nachhaltig und zukunftsgerichtet zu fördern.

Pichard Alain, Fraktion GLP: Ich äusserte mich immer sehr skeptisch zur Filière Bilingue, aber nicht weil ich die Zweisprachigkeit nicht befürworte. Durch die Filière Bilingue entstand aber eine Restschulproblematik, ähnlich derjenigen des undurchlässigen Oberstufenmodells (also einer strikten Trennung von Real- und Sekundarschule). Jeder Linguist weiss, dass ein Kind, das die eigene Muttersprache nicht schreiben und lesen und weder Deutsch noch Französisch sprechen kann, in der Filière Bilingue am falschen Ort ist. Ein solches Kind wird höchstwahrscheinlich auch nach 9 Schuljahren keine Sprache richtig beherrschen. Ich bin gespannt auf die Resultate der Evaluation. Sollte sich erweisen, dass die Filière Bilingue segregativ ist, muss sie abgeschafft werden, ansonsten die Schule keine Staatsschule mehr ist, die ein Kernliegen der Linken darstellt.

Steinmann Alfred, SP: Die SP setzt sich mit der Restschulproblematik auseinander. Wichtig scheint mir, dass die öffentliche Schule aufgrund dieser Problematik nicht gänzlich vergessen wird. Der Standort der Filière Bilingue-Klassen ist wichtig. Die Idee einer Ausweitung der Filière Bilingue auf ein Schulgebiet mit mehr fremdsprachigen Kindern ist bestechend und das Quartier könnte davon profitieren. Es würde wieder besser durchmischt, weil vermehrt Familien aus gehobeneren Schichten in diese Quartiere ziehen würden. Die Vor- und Nachteile jedes Standorts müssen aber gut überdacht werden. Ich bin sicher, dass der Gemeinderat das machen wird. Deshalb empfehle ich dem Stadtrat, das Postulat erheblich zu erklären.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Wir haben das Postulat nicht unterstützt, weil wir der Auffassung waren, es sei tendenziös. Wir folgen jedoch dem Gemeinderat und werden das Postulat erheblich erklären.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: Il y a deux choses qui sont exclues dans l'école biennoise. Il est exclu, que des projets qui favorisent la discrimination soient développés. La discrimination est le point de non-retour de l'école publique et il est exclu, que les projets qui se développent dans l'école l'affaiblissent. Il est exclu de développer de nouvelles idées, qui auraient pour conséquences de créer des problèmes ailleurs. Pour la Filière bilingue, il est donc exclu qu'elle conduise à une quelconque discrimination générale dans l'école biennoise et il est exclu, qu'elle conduise à un affaiblissement des filières monolingues. La Filière bilingue est un projet-pilote, qui est très limité. Évidemment, il grandit, mais il reste limité. Le Conseil municipal a essayé, dans le cadre de ce projet-pilote, d'introduire la réalité d'une composition hétérogène des classes. Dans les classes de la Filière bilingue, une mixité est prévue et favorisée, pour que le projet-pilote corresponde à la réalité. Dans ces classes, il y a des enfants qui commencent l'école, qui ne savent ni le français ni l'allemand et cela fonctionne. L'idée de ce postulat est qu'il faut également surveiller l'influence, que cela peut avoir sur le reste des classes. Cela fait partie des préoccupations des personnes qui suivent, observent et étudient l'évolution de la Filière bilingue. En aucun cas, ce projet doit aboutir dans des systèmes de ghetto. Je souhaite, que la Filière bilingue puisse se développer, le plus rapidement possible, dans d'autres quartiers que ceux du Centre-ville, pour avoir la preuve qu'il est aussi possible d'avoir une Filière bilingue dans des quartiers, qui ne sont pas que des quartiers confortables. Je vous invite à soutenir l'adoption de ce postulat.

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Wenn es diskriminierend ist, dass die einen besser sind als die anderen, ist die ganze Schule diskriminierend. Wenn jemand in einem Fach gut ist, muss er oder sie gefördert werden. Heute ist das so und das ist gut so.

Pichard Alain, Fraktion GLP: Ich möchte Herrn Fischer danken. Mein Weltbild ist wieder in Ordnung. Ich habe nie verstanden, weshalb die SVP die Anliegen der Fraktion GLP zum Thema Filière Bilingue unterstützt hat.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

51. Interpellation 20140156, Alfred Steinmann, Groupe socialiste, "Encouragement précoce à Bienne, et maintenant?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Steinmann Alfred, Fraktion SP: Die Frühförderung ist ein wichtiger Pfeiler im städtischen Schulsystem Biels. Es geht vor allem darum, die Kinder zwischen 0 bis 4 Jahren mit Defiziten auf das Schulsystem und auf das Leben vorzubereiten. Es sind Kinder mit Migrationshintergrund oder aus bildungsfernen Familien. Durch die verschiedenen Programme, welche die Stadt mit Hilfe von Bund und Kanton anbietet, können die Chancen für eine gute Schulintegration massiv verbessert werden. Als besonders sinnvoll erachte ich es, dass die verschiedenen Programme wie

schritt:weise, Femmes-Tische, effe und FamiPlus einen möglichst niederschweligen Zugang ermöglichen. Dazu ist auch eine gute Vernetzung mit den Fachkräften nötig. Ich bin mit der Beantwortung meiner Interpellation zufrieden und danke dem Gemeinderat für die umfangreiche Beantwortung. Ich bin zuversichtlich, dass die Frühförderung, die auch in der Bildungsstrategie festgehalten ist, einen festen Platz in der Bieler Bildungswelt haben wird. Ich hoffe jedoch, dass sich neu Zuziehende eine der offiziellen Sprachen Biels aneignen, wie dies das vom Kanton Bern schon lange beschlossene Integrationsgesetz vorsieht. Deshalb die Frage an den Gemeinderat der Direktion für Soziales und Sicherheit: Wie steht es heute um das kantonale Integrationsgesetz? Wie weit ist die Stadt Biel mit dessen Umsetzung? Bis wann rechnet der Gemeinderat mit dessen Einführung?

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Letztes Jahr wurde die Verordnung zum Integrationsgesetz erarbeitet. Meine Direktion war vor allem bei der Frage involviert, wie die Umsetzung in Biel erfolgen und wer als Ansprechstelle fungieren soll. Die Umsetzung des Integrationsgesetzes, respektive der dazugehörigen Verordnung erfolgt seit dem 1.1.2015: Die Erstbefragungen werden auf der Dienststelle Bevölkerung durchgeführt und die Personen werden je nach Bedarf an die Ansprechstelle Integration weitergeleitet. Derzeit werden die Erfahrungen der ersten drei Monate gesammelt.

52. Interpellation 20140236, Dennis Briechle, PVL, "Zones de rencontre à Bienne"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Briechle Dennis, GLP: Ich bin insofern mit der Antwort des Gemeinderates zufrieden, als er meine Fragen beantwortet hat. Inhaltlich bin ich allerdings nicht immer einverstanden. Als Anwohner der Begegnungszone an der Obergasse nehme ich jeden Tag wahr, wie sie funktioniert oder eben nicht funktioniert. An schönen Sommertagen, wenn z.B. in der Stadt noch besondere Events stattfinden, ist es wirklich eine Begegnungszone. Aber meistens dominiert in dieser wie auch in andern Begegnungszonen der motorisierte Individualverkehr (MIV). Auf dem Platz und auf der Strasse gibt es keine Strukturen. Daher nimmt sich der MIV den Platz, den er möchte. Ein weiteres Problem ist die Geschwindigkeit. In Grenchen ist eine der zwei Begegnungszonen mit einer fix montierten Geschwindigkeitsanzeige ausgerüstet. Ich habe dort den Verkehr etwa 10 Minuten lang beobachtet. In dieser Zeit sind nur zwei Autos schneller als 22 km/h gefahren. Der Verkehr war spürbar langsamer als ein Grossteil desjenigen bei uns an der Obergasse. Ein weiteres Problem ist das Parkieren, das in der Begegnungszone verboten ist, sofern nicht explizit Parkplätze vorgesehen sind. In der Obergasse sind aber fast immer Fahrzeuge stationiert, manchmal waren es auch schon 20 Fahrzeuge gleichzeitig. Der Gemeinderat schreibt: *"Dieses Parkverbot in Einzelfällen noch durch weitere Signalisation oder bauliche Massnahmen zu ergänzen ist schwierig und kann sogar verwirrend wirken, weil es falsche Rückschlüsse geben könnte im Sinne von "Hier steht eine Parkverbotstafel aber dort drüben nicht - also darf man dort parkieren"*. Das ist

unsinnig. In der Zone gilt ein Parkierverbot, welches die Stadt durchsetzen müsste. Sollten Parkplätze notwendig sein, müssten sie also solche gekennzeichnet werden. Beginn und Ende einer Begegnungszone sollten als "Tore" wahrgenommen werden. Eine Kennzeichnung mit den entsprechenden Signalen genügt meiner Ansicht nach nicht. Ich schlage dem Gemeinderat vor, andere Gemeinden mit Begegnungszonen zu besuchen, z.B. Sutz oder Schwadernau. Dort ist der Beginn der Zone mit einem farbigen Balken auf der Strasse, mit einer Schwelle oder mit einer Verengung auf beiden Seiten der Strasse gekennzeichnet, so dass den AutomobilistInnen sofort klar ist, dass dort andere Regeln gelten. Wenn Begegnungszonen wirklich Begegnungen zwischen verschiedenen Verkehrsteilnehmenden ermöglichen sollen, müssen sie sichtbar angezeigt und ausgestaltet werden. Ich habe mit Freude gelesen, dass der Gemeinderat die Errichtung einer Begegnungszone im Bereich Schmiedengasse - Untergasse prüft.

Treu Hervé, PSR: Une ville se caractérise par des zones de rencontre et c'est pour cette raison, que je salue l'initiative de Monsieur Briechle. À Bienne, il existe déjà diverses zones de rencontre, mais je souhaiterais, que d'autres endroits deviennent des lieux de rencontre. Il fut un temps, où la Place Guisan était différente. Il n'y avait pas seulement des chaises pour boire un café, mais c'était un lieu fleuri et on y restait volontiers. Un deuxième exemple, qui me paraît encore plus important, c'est la Place du Bourg dans la Vieille ville. Cette place me paraît déserte et les raisons en sont multiples. Tout d'abord, les jeunes qui font une formation artistique pénètrent par la Place du Rosius. Si l'entrée principale de la Haute École des arts se trouvait à la Place du Bourg, cela apporterait un peu de mouvement, un peu de jeunesse. Depuis que la Police a déménagé, la Place du Bourg a perdu de la vie. Ce n'est plus cette place merveilleuse, qui était un lieu de rencontre. J'estime, que le Conseil municipal devrait prendre d'autres mesures à l'avenir, afin d'inciter plus fortement la population à se rencontrer dans différents lieux de notre Ville. La Place Centrale est un bel exemple. Grâce aux politiciens et politiciennes d'autrefois, la vitesse a pu être réduite, même si les panneaux de signalisation incitant les automobilistes à ralentir me paraissent insuffisants.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Herr Treu hat die Diskussion ausgeweitet und spricht allgemein von Orten in der Stadt wo Begegnungen möglich sind oder sein sollten. Das ist ein wichtiges Thema. Trotzdem möchte ich in meiner Stellungnahme nur auf die vier Begegnungszonen, die als solche gekennzeichnet sind, eingehen. Alle vier Zonen sind sehr unterschiedlich. Wie Herr Briechle bin auch ich der Meinung, die Mischung von FussgängerInnen und andern Verkehrsteilnehmenden sei sehr wichtig. Zonen, in denen ein Verkehrsmittel dominiert, sind als Begegnungszone ungeeignet. Wo viele Autos und wenig FussgängerInnen verkehren ist es schwierig, das Gleichgewicht aufrechtzuerhalten, trotz baulicher Massnahmen. Die Begegnungszone auf dem Zentralplatz funktioniert so gut, weil dort die verschiedenen Gruppen ähnlich stark sind und aufeinander Rücksicht nehmen. Auch ich bin der Meinung, dass die Ausgestaltung der Zonen wichtig ist. Beim Zentralplatz ist die Begegnungszone durch den anders eingefärbten Belag gut sichtbar. An der Obergasse hat eine Verengung am Altstadteingang von Osten her geholfen, die FussgängerInnen besser zu schützen und eine Art "Tor"-situation herzustellen. In jedem Fall muss neu geprüft werden, welche Massnahmen sich am besten eignen. Das kantonale Tiefbauamt entscheidet, ob die von uns vorgesehenen Massnahmen den Auflagen entsprechen. Geschwindigkeitsanzeigen

wurden schon aufgestellt. Dies könnte allerdings dort regelmässiger gemacht werden. Dafür ist aber die Direktion von Herrn Feuerer zuständig. Allerdings hat man in der Altstadt das Gefühl, sogar Tempo 20 werde der räumlichen Situation nicht gerecht. Das Falschparkieren ist ein Dauerthema. In den vergangenen Jahren wurde versucht, die Einsätze der Securitas im Perimeter der Altstadt zu verstärken, was auch weiterhin der Fall sein wird.

53. Motion urgente 20140325, Ruth Tennenbaum, Passerelle, "Pour une organisation moderne de l'Autorité sociale"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion urgente en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Die Sozialbehörde, also die Direktion Soziales und Sicherheit, hat gegenüber dem Sozialdienst eine strategische, prüfende, überwachende und beratende Funktion. Diese Aufgaben erfordern viel Fachkompetenz, strategisches Handeln, Controlling, Führung und eine gewisse Unabhängigkeit. Die Motion bezweckt eine Änderung der heutigen Regelung von Art. 12 Abs. 2 des Organisationsreglements. Die bestehende Regelung kann den Herausforderungen in der Sozialhilfe nicht gerecht werden, wenn diese Funktion einer einzigen Person übertragen wird. Die Beantwortung des Gemeinderates befriedigt nur teilweise. Ich würde es vorziehen, die Motion aufrecht zu erhalten. Die Direktion von Herrn Feuerer sagt nichts Konkretes, wann mit einem Verbesserungsvorschlag gerechnet werden kann. Die Antwort weist einzig darauf hin, dass die Arbeiten noch in diesem Jahr beginnen sollen. Das ist weder aussagekräftig noch vertrauensbildend. Ich kann mich trotzdem mit der Umwandlung der Motion in ein Postulat einverstanden erklären, erwarte vom Gemeinderat aber verbindliche Antworten darauf, wann mit Ergebnissen aus dem sogenannten Strategieprozess gerechnet werden kann und wann konkrete Antworten vorliegen werden. Dies ist im Protokoll entsprechend festzuhalten.

Tanner Anna, Fraktion SP: Die Fraktion SP unterstützt grundsätzlich das Begehren, dass die Direktion Soziales und Sicherheit von einer externen Instanz unterstützt und beraten wird. Eine Spezialbehörde kostet jedoch viel. Dieses Geld könnte gescheiter verwendet werden. Zur Idee einer Laienbehörde: In einer Laienbehörde wie beispielsweise in Nidau sitzen auch Personen ohne Sachkenntnis. Ich würde eine Organisationsform mit Personen vorziehen, die sich tagtäglich mit solchen Fragen auseinandersetzen, ähnlich wie die Schulkommissionen. In Biel gibt es mit dem DSI (Dachverband der sozialen Institutionen der Stadt Biel) bereits ein sehr gutes Instrument. Wieso nicht vorhandene professionelle Ressourcen nutzen? In Anbetracht dieser Argumente unterstützt die Fraktion SP die Umwandlung der Motion in ein Postulat.

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Vor dem Hintergrund laufender Arbeiten kann das Anliegen nur als Postulat unter gleichzeitiger Abschreibung unterstützt werden. Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU geht mit der Motionärin einig,

dass vom Direktor Soziales und Sicherheit einiges erwartet wird, was der aktuelle Amtsinhaber in der ersten Hälfte der Legislatur noch nicht leisten konnte. Der Stadtrat muss sich aber davor hüten, auf Vorrat mehr Bürokratie zu schaffen. Meine Fraktion möchte eher weniger als mehr Mittel im Sozialbereich, dafür richtig, einsetzen. Sie lehnt die Erheblicherklärung des Vorstosses als Motion ab und **beantragt die Abschreibung**, sollte die Motion in ein Postulat umgewandelt werden.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Danke, Frau Tennenbaum, dass Sie trotz Ihrer kritischen Haltung mit der Umwandlung der Motion in ein Postulat einverstanden sind. Der Strategieprozess ist ein Geschäft, das im Gemeinderat in einer der nächsten Sitzungen behandelt wird. Der Gemeinderat geht davon aus, dass der Prozess nach einem Jahr beendet sein wird. Spätestens Ende März 2016 wird der Gemeinderat auf Ihre Frage antworten können. Das Ziel ist allerdings, dass der Gemeinderat das Thema früher aufgreift und sich vertieft damit befasst. Wieso nicht sofort? Der Gemeinderat hat letztes Jahr zum ersten Mal im Bereich Soziales einen externen Prüfungsauftrag erteilt. Er wird das auch dieses Jahr wieder machen. Nach dem zweiten Durchgang soll eine erste Auswertung erfolgen, um mit den daraus gewonnenen Erkenntnissen allenfalls entsprechend den Anliegen der Motionärin weiterzukommen. Der Gemeinderat ist auch mit andern Städten in Kontakt. In Bern gibt es bereits eine solche externe Kommission. Daraus haben wir schon erste Erkenntnisse über Vorteile, Nachteile und Schwierigkeiten gewinnen können. Der Gemeinderat stellte bereits anlässlich der Beantwortung eines ähnlichen Vorstosses letztes oder vorletztes Jahr fest, dass sich in diesem Zusammenhang einige Fragen stellen, sich aber auch Chancen eröffnen.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Personne ne s'oppose à la transformation de la motion en postulat et de l'adoption, mais le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU propose de radier du rôle le postulat.

Vote

sur la proposition du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU de radier du rôle le postulat

La proposition est refusée.

54. Motion urgente 20140324, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, "Le Service de l'intégration doit changer de direction!"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Jean-Quartier Caroline, au nom du Groupe socialiste: Je remercie le Conseil municipal d'avoir pris ce dossier à bras-le-corps, même si je regrette qu'il n'ait pris une décision plus précise. En effet, ma motion demandait que le Service de l'intégration change de direction et soit attribué à la Mairie ou à la Direction de la

formation, de la culture et du sport (FCS), comme le proposait Maître Hubacher. Le Conseil municipal est d'avis, que le Service spécialisé de l'intégration, en raison de sa nécessité d'agir de manière interdisciplinaire, devrait être maintenu à la Direction de l'action sociale et de la sécurité (ASS) ou nouvellement intégré à la FCS. J'imagine, qu'il attend le Concept d'intégration, qui devrait très prochainement paraître, pour pouvoir prendre une décision. En effet, si le Concept d'intégration met l'accent sur l'insertion professionnelle, le service aura sa place à l'ASS. Si par contre l'accent est mis sur la vie associative et sportive, sur la vie des enfants à l'école ou dans les maisons de quartiers, ce service aura sa place à la FCS. Le Conseil municipal a conclu, que le Service spécialisé de l'intégration, en raison de ces fonctions transversales, devrait être en tout cas subordonné au niveau d'une direction et non d'un département. Dans tous les cas, le Service de l'intégration devra continuer de travailler avec toutes les directions. J'accepte, que ma motion soit transformée en postulat et j'espère, qu'une décision sera rapidement prise afin que le Service de l'intégration puisse travailler de manière optimale et efficiente.

Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Laut Motion empfiehlt der Bericht Hubacher, die Dienststelle Integration einer andern Direktion anzugliedern. Das steht jedoch nicht in der Beantwortung. Es steht, die Unterstellung der Dienststelle Integration unter den Leiter Abteilung öffentliche Sicherheit sei reglementswidrig und müsse mittelfristig korrigiert werden, eine Wiederherstellung der ursprünglichen Unterstellung erscheine angesichts der bestehenden personellen Konstellation jedoch undenkbar. Deswegen sei zu prüfen, die Dienststelle der Direktion BKS anzugliedern. Die Forderung der Motionärin, die Dienststelle der Präsidialdirektion anzugliedern, lässt sich in keiner Weise auf den Bericht Hubacher abstützen. Der Bericht Hubacher verbindet die Unterstellung der Dienststelle Integration zwingend damit, dass sich die personelle Konstellation nicht ändert. Sie hat sich aber geändert. Der Direktionssekretär ist nicht mehr da. Es gibt also keinen Grund für eine neue Unterstellung der Dienststelle mehr. Es gibt auch keinen Grund, wieder organisatorisch einzugreifen. Viel eher sollte diese Direktion einmal arbeiten können. Aus diesen Gründen lehnt meine Fraktion sowohl die Motion als auch deren Umwandlung in ein Postulat ab.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Stadt- und Gemeinderat haben 2011 schon ausführlich darüber diskutiert, wo die Dienststelle Integration anzusiedeln sei. Frau Jean-Quartier sagt zu Recht, massgeblich sei die Antwort auf die Frage, ob der Akzent der Integrationspolitik mehr auf den fremdenpolizeilichen/repressiven Aspekt oder auf die Integration in die Gesellschaft und die Befähigung zur wirtschaftlichen Unabhängigkeit gesetzt wird. Das Integrationskonzept sollte bald fertiggestellt sein. Ist dieses Konzept einmal genehmigt, wird sich klären, in welche zukünftige Richtung der Akzent der Integrationspolitik gesetzt werden soll. Mit der Ansprechstelle Integration, Stufe 2, die nicht der Stadt, sondern Multimondo zugewiesen wurde, hat sich möglicherweise eine Verschiebung der inhaltlichen Spielräume ergeben. In den letzten vier Jahren wurde auf kantonaler Ebene in diesem Bereich sehr viel legiferiert. Die Rahmenbedingungen haben sich geändert. Der Gemeinderat findet, die Integrationsfachstelle sollte nicht der Abteilung Soziales angegliedert werden. Personen mit Migrationshintergrund sollen nicht KlientInnen der Sozialhilfe gleichgestellt werden. Bei einer Unterstellung der Dienststelle Integration an eine Abteilung besteht die Gefahr, dass alles nur unter dem Blickwinkel dieser Abteilung wahrgenommen wird. Diese Betrachtungsweise der Integration ist dem Gemeinderat

eindeutig zu eng. Es gibt aber keinen zwingenden Grund, die Dienststelle Integration bei der Präsidialdirektion anzugliedern. Es kann zwar die Meinung vertreten werden, Querschnittsaufgaben oder Aufgaben von hoher Wichtigkeit seien bei der Präsidialdirektion anzusiedeln. Es gibt jedoch keine objektiven Kriterien für einen solchen Entscheid. Zudem gibt es haufenweise Querschnittsaufgaben, beispielsweise die Informatik oder das Personalwesen. Mit einer Unterstellung der Dienststelle Integration an die Präsidialdirektion würde das Gleichgewicht zwischen den Direktionen, das bei der inhaltlichen Gewichtung der einzelnen Direktionen hinsichtlich der neuen Struktur sehr wichtig war, gestört. Deshalb ist das für den Gemeinderat keine Option. Inhaltlich kann sich aber nach Vorliegen des Integrationskonzepts eine Unterstellung der Dienststelle Integration an die DSS oder die BKS als sinnvoll erweisen. Der Gemeinderat geht davon aus, dass diese Frage in einigen Monaten beantwortet werden kann. Noch etwas zum Bericht Hubacher: Herr Hubacher sagt, die personelle Konstellation auf der DSS könne so nicht weiter andauern. Organisationen sollten jedoch nicht wegen persönlicher Inkompatibilitäten angepasst werden. Es ist ganz klar: "structure follows strategy" und nicht umgekehrt. Personelle Inkompatibilitäten müssen untersucht und gelöst werden und das nicht mittels Zusammensetzung der Direktionen. Der Gemeinderat befürwortet die Überweisung des Vorstosses als Postulat, weil die gestellte Frage noch nicht abschliessend beantwortet werden kann.

Vote

sur la proposition du Conseil municipal de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel

La proposition est acceptée.

55. Postulat urgent 20140331, Pascal Bord, Groupe UDC/Les Confédérés, "Les bénéficiaires de l'aide sociale doivent contribuer davantage au bien de la communauté"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat

Bord Pascal, Groupe UDC/Les Confédérés: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse, mais il n'a pas répondu à toutes mes questions. C'est une bonne nouvelle, que la Direction de l'action sociale et de la sécurité se mette au travail sur le thème "Programme d'activités d'utilité publique". Je vous prie de suivre la proposition du Conseil municipal.

Freuler Fritz, Fraktion Grüne: Das Postulat scheint auf den ersten Blick vernünftig. Es könnte sich darum handeln, dass Menschen eine Arbeit erhalten, ein sehr wichtiges Gut. Eine Studie der Universität Zürich hat gezeigt, dass sich viele Personen das Leben nehmen, weil sie ihre Stelle verloren haben. Das bernische Sozialhilfegesetz (BSG 101.1) legt fest, dass die Sozialhilfe nicht nur das physische

Überleben mittelloser Menschen mit zu geringem Erwerbseinkommen sichert, sondern ihnen auch die Teilhabe am Sozial- und Erwerbsleben und dadurch ein Leben in Würde ermöglichen soll. Das Postulat könnte einen Zusammenhang mit dem umschriebenen Grundsatz haben. Dem Postulanten geht es jedoch nicht um die elementaren Bedürfnisse der Menschen. Im Gegenteil: Das Postulat ist einer der Vorstösse der SVP, die auf nationaler Ebene vorbereitet wurden, um den Sozialabbau voranzutreiben. Es reiht sich nahtlos in die Kampagne gegen die Sozialhilfe ein, die letztes Jahr einen neuen Höhepunkt erreicht hat und die zum Wahlkampfthema für die Nationalratswahlen erhoben werden soll. Es ist der Kampf gegen die Armen statt gegen die Armut. Der überwiegende Teil der Sozialhilfebeziehenden würde gerne arbeiten, findet aber keine Stelle. Für einen Einpersonenhaushalt beträgt der Grundbedarf nebst Wohn- und Krankenkassenkosten CHF 980.- pro Monat. Das Bundesamt für Sozialversicherung hat ausgerechnet, dass der Grundbedarf heute rund CHF 90.- zu tief bemessen ist. Einzelpersonen stehen damit für Nahrungsmittel und Getränke rund CHF 11.- pro Tag zur Verfügung. Der heutige Grundbedarf für Einzelpersonen nach den SKOS-Richtlinien darf nicht an zusätzliche Bedingungen geknüpft werden und ist somit auch nicht verhandelbar. Auf die Argumentation des Postulats, der Leistungsabbau der Stadt sei mit der Sozialhilfe zu kompensieren, treten wir nicht ein. Die Umsetzung der Idee, städtische Angestellte zu entlassen und durch billigere Sozialhilfeempfänger zu ersetzen ist so absurd, dass sie wohl weit über die Gewerkschaften und Personalverbände hinaus Menschen mobilisieren würde. Der Extremfall einer verfehlten Sozialpolitik wie der Postulant sie hier anstrebt, war die englische Armutsgesetzgebung im 19. Jahrhundert. 1834 wurde ein neues Gesetz zum Armenrecht erlassen, das den Bau von Arbeitshäusern forderte. Diese sollten zwecks Abschreckung Gefängnissen gleichen. Die Lebensbedingungen sollten elender sein als diejenigen der ärmsten Arbeiter ausserhalb der Arbeitshäuser. Zudem wurde der niedrigste Lohn für freie Arbeit als Obergrenze für die staatliche Unterstützung festgelegt. Alle, die staatliche Unterstützung in Anspruch nehmen mussten, hatten im Arbeitshaus zu leben und dort für ihren Lebensunterhalt zu arbeiten. Der Wahlkampfleiter der SVP meinte, dass die Sozialhilfe wieder das sein müsse, was sie früher einmal war. Die Fraktion Grüne hofft, dass er damit nicht die Bedingungen des 19. Jahrhunderts in England meint. Die Fraktion Grüne will eine Stadt Biel, in der alle menschenwürdig wohnen, arbeiten und leben können. Sie lehnt daher das Postulat entschieden ab.

Cadetg Leonhard, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU begrüsst dieses Postulat. Leistung muss sich lohnen und Leistungsverweigerung muss für Unterstützte spürbare Konsequenzen haben. Seit zwei Jahren hätte sich die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU solche, möglichst konkrete, Vorschläge vom Direktor Soziales und Sicherheit gewünscht, allerdings unter einem Vorbehalt: Staatliche Tätigkeit darf das Gewerbe nicht konkurrenzieren, denn dadurch würden Arbeitsstellen im ersten Arbeitsmarkt gefährdet, was wiederum negative Folgen für das Sozialwesen hätte. Die Fraktion empfiehlt dem Stadtrat, das Postulat erheblich zu erklären.

Hadorn Werner, Fraktion SP: Die Fraktion SP ist nicht gegen die beantragte Umwandlung der Motion in ein Postulat, stimmt aber auch nicht begeistert dafür. Es gibt Unternehmen, die von der Sozialhilfe profitieren. Das wollen wir nicht. Im Übrigen ist aber die Fraktion mit dem Gemeinderat einig.

Haueter Joël, SVP: Herr Freuler, im Militär stehen pro Soldat und Tag CHF 8.50 für die Verpflegung zur Verfügung. Ich kann Ihnen versichern, dass mit diesem Geld sehr gut umgegangen wird: So erhalten die Soldaten zweimal pro Tag Fleisch inklusive jeden zweiten Tag etwa ein Dessert und dazu Eistee und weiteres... Dies nicht, weil das Militär so günstig einkaufen kann. Insofern finde ich es nicht so abwegig, wenn Sozialhilfebeziehende für ihre Verpflegung CHF 11.- pro Tag und Person zur Verfügung haben. So tragisch kann dies also nicht sein, was der Vergleich mit dem Militär belegt. Die Gegnerschaft dieser Motion drückt nur auf die Tränendrüse. Das kann ich nicht verstehen, denn der Vorstoss verlangt ja nicht, dass die Sozialhilfe ausbezahlt wird, sondern nur, dass die arbeitsfähigen Sozialhilfebeziehenden, die nicht arbeiten wollen, zur Arbeit angehalten werden. Diese Haltung ist dem Gemeinwohl gegenüber unfair. Geben Sie doch bitte dem Prüfungsauftrag eine Chance!

Freuler Fritz, Fraktion Grüne: Es ist wohl kein Zufall Herr Haueter, dass von Ihnen immer wieder das Militär ins Spiel gebracht wird. Ich möchte aber keine Armeediskussion führen. Die Diskussion dreht sich vielmehr darum, dass der Grundbedarf die Existenz sichern muss. Ich möchte aber beiden Vorrednern etwas zum Vorstoss entgegenbringen: Würde dieser erheblich erklärt, erfolgte auf Kosten der Armutsbetroffenen eine populistische Diskussion. Oder aber die Vorstossurheber mischen sich ins operative Geschäft ein und dies ohne entsprechendes Fachwissen! Warum das? Es gibt derzeit keine rechtliche Grundlage für die Umsetzung des Vorstosses. Zuerst müssten auf kantonaler Ebene die rechtlichen Grundlagen geändert werden. Sollte eine solche Gesetzesänderung tatsächlich stattfinden - es sind ja zwei Vorstösse auf kantonaler Ebene hängig, die in die gleiche Richtung zielen - hat der Regierungsrat vorgerechnet, was dies kosten würde. Ein Arbeitsplatz würde rund CHF 20'000.- kosten. Folglich würde die Umsetzung des Vorstosses die Gemeinde Biel angesichts der Vorgabe, dass rund 2'000 Arbeitsplätze geschaffen werden müssten rund CHF 4 Mio. kosten. Weil dann Löhne entrichtet werden müssten, kämen auch noch Sozialversicherungsbeiträge hinzu. Dies kostete eine weitere Million. Der Gesamtbetrag von rund CHF 5 Mio. müsste dann budgetiert werden, was den NHS Vorgaben zuwiderläufe. Dieses ganze Anliegen ist noch unseriöser, wenn Sie in Betracht ziehen, was die Direktion als Massnahmen für die nachhaltige Haushaltsanierung vorschlägt: es ist dies die Streichung von drei Stellen für die Arbeitsintegration, was das Budget um CHF 300'000.- entlastet. Dadurch werden der Abteilung Soziales Ressourcen entzogen, die sie für die Integration von Sozialhilfeempfangenden in den Arbeitsmarkt benötigen würde. Dieser Vorstoss ist somit eine Mogelpackung und unseriös, es sei denn Sie beabsichtigen tatsächlich CHF 5 Mio. im Budget aufzunehmen, um die im Vorstoss verlangten Arbeitsplätze zu schaffen...!

Cadetg Leonhard, FDP: Herr Freuler, ich wäre froh, wenn wir auch in solchen Debatten den gegenseitigen Respekt wahren würden. Ich habe durchaus lautere Absichten. Wir haben vielleicht andere Ansichten. Das gilt es aber zu akzeptieren. Wenn meine Fraktion sagt, Leistung müsse sich lohnen, ist das eine Haltung. Sie vertreten eine andere Haltung und sagen, diese Leute müssten a priori unterstützt werden, und es sei erst nachher zu prüfen, ob sie dafür etwas leisten wollen. Ich möchte nicht, dass Sie als Gegner dieses Vorstosses die andere Seite schlecht und lächerlich machen.

Bord Pascal, UDC: Monsieur Freuler, il ne s'agit pas de mettre en question l'État social ni de ne pas aider les personnes défavorisées, mais les changements qui interviennent au niveau du Canton vont permettre la mise en place de certaines choses. Il n'y a pas besoin d'avoir 25 entreprises sociales pour encadrer les bénéficiaires de l'aide sociale. Restons pragmatiques. À la Braderie ou au Carnaval, certaines personnes au bénéfice de l'aide sociale pourraient être intégrées dans les équipes du Service de la voirie en évitant de demander aux employés de faire des heures supplémentaires. Cette occupation ne demande pas une immense organisation!

Bohnenblust Peter, FDP: *"Es wird wenig von den Klientinnen gefordert, wenn überhaupt, sind die Forderungen oft zu wenig klar. Das Konzept Leistung gegen Leistung wird seit November 2013 umgesetzt. Man spürt noch wenig von "Leistungs-Gegenleistung"; es ist eher nur Leistung."* Dieses Zitat stammt aus dem Bericht Büschi/Lanker, Seite 13. Ich komme nachher darauf zurück.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Was ist besser: Sozialhilfebeziehende zu Hause, ohne Tagesstruktur, die mit der Zeit orientierungs- und ziellos werden oder Sozialhilfebeziehende in einer Tagesstruktur, die eine sinnvolle Tätigkeit ausüben und gleichzeitig, sofern das möglich ist, der Allgemeinheit eine Gegenleistung erbringen? Der Gemeinderat ist dezidiert der Meinung, das Zweite sei besser. Selbstverständlich geht es uns nicht darum, archaische Strukturen zu etablieren. Es geht darum, vorausschauend zu prüfen, welche Möglichkeiten wir haben. Das ist angesichts der veränderten Rahmenbedingungen, die vom Kanton zu erwarten sind, sicher sinnvoll. Im Rahmen der gemeinnützigen Tätigkeit gibt es heute schon Programme, die solche Tätigkeiten ermöglichen. Ich denke zum Beispiel an den Velospot und an ein anderes Programm zur Abfallbeseitigung in Bussen zwischen Bahnhof und Zentralplatz. In diesem Rahmen wollen wir prospektiv weiterdenken. Und es gibt das Beispiel von Winterthur: Dabei geht es um Abklärungsplätze vor Eröffnung des Sozialhilfedossiers. Dafür haben wir tatsächlich noch keine gesetzlichen Grundlagen. Auf kantonaler Ebene wurde ein Vorstoss überwiesen, der dafür die Grundlagen schaffen will. Aus den Erfahrungen von Winterthur wissen wir, dass diese Möglichkeit interessant ist, auch finanziell. Es entstehen unter dem Strich weniger Kosten für den Kanton resp. für das Sozialhilfebudget. Beide Modelle sind interessant. Beim Modell, das sich an die Erfahrungen von Winterthur anlehnt, sind wir noch nicht soweit. Wir haben auch das Geld dafür nicht. Aber es ist absehbar, dass wir das in Zukunft machen können. Und auf dem Gebiet der gemeinnützigen Einsätze wollen wir weiterdenken, zusammen mit Profis. Über eine Tagesstruktur soll den Sozialhilfempfängern auch geholfen werden, sich in einem zweiten Schritt wirtschaftlich wieder integrieren zu können. Und dafür sind auch Profis nötig. Es gibt bereits gute Beispiele dafür. Der Gemeinderat empfiehlt, das Postulat erheblich zu erklären. Er will die Frage vertieft prüfen.

Grupp Christoph, Grüne: Es gibt offenbar bereits Gelegenheiten, gemeinnützige Einsätze zu leisten. Ich verstehe deshalb nicht, weshalb ein Postulat nötig ist, um diese Möglichkeiten zu prüfen. Dafür ist doch kein Postulat nötig! Seit zwei Jahren konnten Sie, Herr Feuerer, schon an der Beantwortung dieser Frage arbeiten. Für die erwähnten Abklärungsplätze lohnt es sich nicht, Erkundungen und Vorprüfungen zu tätigen, solange die gesetzlichen Grundlagen dafür nicht vorhanden sind. Herr Feuerer, Sie nannten in Ihrem Votum zwei Beispiele von Programmen, dank welchen

Sozialhilfeempfangende integriert werden können. Wie hoch sind die Kosten eines solchen Programms pro Platz?

Arnold Marc, SP: Sozialhilfe ist nicht gratis. Diejenigen, die Sozialhilfe erhalten haben, sind dazu angehalten, das Geld zurückerstatten, wenn sie eine reguläre Stelle antreten. Wäre die Meinung, dass Sozialhilfeempfangende mit ihren nicht gemeinnützigen Einsätzen ihre Schuldigkeit gegenüber der Allgemeinheit tilgen würden? Die Gewerkschaften haben einmal einen Mindestlohn von CHF 4000.- pro Monat festgelegt. Würde den Sozialhilfeempfängern dieser Lohn rückvergütet?

Löffel Christian, EVP: Ich stimme dem Postulat zu, genau um die jetzt aufgeworfenen Fragen zu klären. Ich gehe davon aus, dass Herr Feuerer diese Fragen, die ihm ja vorher nicht vorlagen, heute nicht beantworten kann. Ich mache daher beliebt, das Postulat erheblich zu erklären und jetzt darüber abzustimmen.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Herr Grupp, ein Platz in einem von mir erwähnten Integrationsprogramm kostet pro Monat zwischen CHF 600.- und CHF 1'000.-. Zur Frage bezüglich der Rückerstattung der empfangenen Sozialhilfe: Wenn jemand nach Bezug von Sozialhilfe zu einem namhaften Vermögen kommt oder ein rechtes Einkommen hat, besteht eine Pflicht, die Sozialhilfekosten zurückzuzahlen. Die Rückerstattungen machen aber nur einen geringen Prozentsatz der bezahlten Sozialhilfe aus. Infrastrukturkosten und Lohnkosten der städtischen Mitarbeitenden werden nicht dem Konto der Sozialhilfe belastet. Somit müssen sie nur die effektiv bezogenen Leistungen zurückzahlen und nicht die Gesamtkosten. Zur Frage, ob zur Prüfung der sich in diesem Gebiet stellenden Fragen ein Postulat nötig ist: Der Gemeinderat ist tatsächlich frei, aktiv zu werden, mit oder ohne Postulat. Unabhängig von der Einreichung des Postulats will er denn auch weitere Integrationsprogramme planen. Die Frage, wieviele Plätze in gemeinnützigen Programmen geschaffen werden sollen, kann ohne fundierte Abklärungen nicht beantwortet werden. Auch kann das heutige Budget der Direktion Soziales und Sicherheit nicht erhöht werden, weshalb die neu zu schaffenden Programmplätze auf das bestehende BIAS-System abgestimmt sein müssten (BIAS=Beschäftigungs- und Integrationsangebote). Bevor entschieden wird, ein bestehendes Programm durch ein neues abzulösen oder in Teilen zu ersetzen, muss erwiesen sein, dass das neue Programm sinnvoller ist. Das sind schwierige Prozesse. Und es wird zu Recht darauf hingewiesen, dass auf keinen Fall zum Beispiel Plätze in einem BI-Programm (berufliche Integration) zugunsten von Plätzen in einem gemeinnützigen Programm abgebaut werden dürfen. Es ist wichtig, das ganze "Mecano" im Auge zu behalten. Deshalb kann der Gemeinderat nicht einfach weitere gemeinnützige Programme schaffen. Er prüft aber alle gestellten Fragen.

Vote

sur la proposition du Conseil municipal d'adopter le postulat

La proposition est acceptée.

56. Postulat urgent 20140326, Peter Bohnenblust, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, "Expert Büschi – quelle suite donner au Département des affaires sociales?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Bohnenblust Peter, FDP: Ich danke dem Gemeinderat für die zeitgerechte Beantwortung. Leider ist der Titel des Vorstosses in der Beantwortung nicht ganz richtig wiedergegeben. Der Titel des Vorstosses ist "Transparenz II: Experte Büschi - wie weiter in der Sozialabteilung?" Transparenz I betraf den Experten Hubacher. Ich finde es schade, dass der Bericht Büschi/Lanker hier nicht diskutiert werden konnte, weil er viele Angaben enthält, die zukünftig wesentlich sind. Ich habe noch einige Fragen:

- In der Beantwortung schreibt der Gemeinderat: *"Durch die Publikation des Berichts [Büschi] im Zusammenhang mit der Medienkonferenz ist das Anliegen des dringlichen Postulats erfüllt."* Hat der Stadtrat den Bericht erhalten? Hatten die BürgerInnen nach der Publikation die Möglichkeit, auf den Bericht zuzugreifen? Wenn der Bericht dem Stadtrat unterbreitet worden wäre, hätten die BürgerInnen die Unterlagen auch einsehen können? Das ist leider nicht erfolgt. Ich habe den Bericht im Internet gesucht und nicht gefunden. Mir wurde gesagt, er sei absichtlich nicht online. Warum?
- Ist es richtig, dass der Bericht Büschi zuerst nur intern hätte verwendet werden sollen? Falls ja, wann und warum hat der Gemeinderat die Meinung geändert?
- Auf Seite 3 des Berichts Büschi steht: *"Im Zeitpunkt der ersten und der nun erfolgten Berichterstattung sind verschiedene Prüfungsarbeiten noch nicht abgeschlossen. Diese werden hier nicht aufgeführt."* Welche Prüfungen werden noch durchgeführt? Bis wann sollte das erledigt sein? Werden die Ergebnisse der zusätzlichen Prüfungen auch kommuniziert?
- Auf Seite 13 des Berichts Büschi wird festgestellt, dass bei der Umsetzung des Konzepts *"Leistung und Gegenleistung"* eher nur Leistung statt Leistung und Gegenleistung erfolge. Wie soll das Konzept in Zukunft umgesetzt und kontrolliert werden?
- Im Weiteren heisst es im Bericht Büschi: *"Getrennte Paare sollten überprüft werden. Es besteht der Verdacht, dass es sich z.T. um fiktive Trennungen handelt. Optimierung der Sozialhilfe!"* Wie soll dieses Problem angegangen werden?

Bevor ich mit der Abschreibung des Vorstosses einverstanden bin, möchte ich Antworten auf meine Fragen.

Briechle Dennis, GLP: Der Bericht Hubacher hat in unserer Stadt in erster Linie wüste Schlammschlachten ausgelöst. In der Beurteilung Büschi/Lanker stehen hingegen Sachfragen im Mittelpunkt. Es ist Zeit, dass auch der Stadtrat sachlicher wird. Vor diesem Hintergrund ist es sehr erfreulich, dass der Gemeinderat in der Antwort auf diesen Vorstoss schreibt, dass er die Erkenntnisse aus dem Bericht Büschi/Lanker veröffentlichen will, bzw. im Januar bereits veröffentlicht hat. Wo werden die Erkenntnisse veröffentlicht? Vor einem Monat haben wir das neue Informations- und Kommunikationskonzept der Stadt Biel beraten. Erst die Praxis wird zeigen, ob das Konzept das Papier, auf dem es steht, wert ist. Bereits anlässlich des

hier diskutierten Postulats scheinen sich die schönen Worte des Konzepts in Luft aufzulösen. Auf der Webseite der Stadt, gemäss Informations- und Kommunikationskonzept Hauptinformationsquelle der Stadt Biel, ist der Bericht Büschi/Lanker nicht zu finden. Ist das die im Konzept erwähnte transparente Kommunikation? Entspricht das dem Öffentlichkeitsprinzip, das die Stadt im Konzept mit den Worten *"Alle haben das Recht auf Informationserhalt, sofern dem keine überwiegenden und schützenswerten öffentlichen oder privaten Interessen entgegenstehen"* postuliert? Vielleicht betrachtete die Stadt die breite Öffentlichkeit als *"nicht zielgruppengerecht"*? Wären es dann vielleicht die Gewählten, die Stadträte, die gemäss Konzept mit *"aktiver und zeitnahe Kommunikation"* bedient werden sollen? Nichts dergleichen. Der Bericht Büschi bleibt unauffindbar. Erst durch Fragen und einer Prise Vitamin B, welche eine Stadtratszugehörigkeit mitsichbringt, wird er verfügbar. Dem Vernehmen nach ist es dem Gemeinderat recht, dass dieser Weg so hürdenreich ist. Schade um das schöne Informations- und Kommunikationskonzept! Schade auch um die Fachbeurteilung Büschi/Lanker. Sie zu lesen und die richtigen Schlüsse daraus zu ziehen, bringt unserer Stadt viel mehr als jede PUK oder GPK-Sonderprüfung.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Danke für die grundsätzlich positive Aufnahme der Beantwortung. Ich bedaure, dass die Form der Veröffentlichung des Berichts Büschi/Lanker eher kritisch beurteilt wird. Es ging nicht darum, etwas zu verheimlichen. Der Gemeinderat hat den Bericht sofort veröffentlicht, nachdem er ihn zusammen mit der betroffenen Abteilung behandelt hat. Veröffentlicht heisst, den Medien zugänglich gemacht, der GPK vorgestellt und erläutert und für alle Interessierten hier griffbereit gemacht. Der Gemeinderat hat den Bericht nicht ins Internet gestellt, weil er angesichts der noch vor kurzem aufgeheizten Atmosphäre befürchtete, der Bericht könnte ohne begleitende Hintergrundinformation zu weiteren Polemiken führen. Ihm war es wichtig, dass am Bericht Interessierte die Möglichkeit erhalten, sich mit ihren Fragen direkt an den Gemeinderat, resp. an meine Direktion zu wenden. Der Grund für dieses Vorgehen ist eine gewisse Vorsicht und auch Verantwortung gegenüber der betroffenen Abteilung. Der Gemeinderat wollte vermeiden, dass sie einmal mehr an den Pranger gestellt wird. Der Bericht ist also zugänglich und kann jederzeit bei mir oder beim Gemeinderat auf dem Sekretariat verlangt werden.

Als der Gemeinderat den Prüfungsauftrag erteilte, ging er nicht von der Veröffentlichung des Berichts aus. Nicht weil er ihn geheimhalten wollte, sondern weil er nicht mit so grossem öffentlichem Interesse gerechnet hat. Er wollte den Bericht ursprünglich als internes Arbeitspapier behandeln. Als der Gemeinderat aber realisierte, wie gross das Interesse war, war es für ihn klar, dass der Bericht veröffentlicht werden muss. Ich kann nicht genau sagen, wann der Gemeinderat seine Meinung geändert hat, vermutlich im Laufe des Augusts/Septembers letzten Jahres. Herr Bohnenblust hat gefragt, welche Prüfungsarbeiten noch nicht abgeschlossen sind. Es sind noch verschiedene Arbeiten offen. Es handelt sich im Prinzip um eine fortschreitende Prüfung, die letztes Jahr begonnen hat und jetzt weitergeführt werden soll. Dieses Jahr zum Beispiel werden die Zielvereinbarungen unter die Lupe genommen. So wird geprüft, ob die Unterstützungspraxis bei den jungen Erwachsenen die gesetzlichen Rahmenbedingungen einhält. Jedes Jahr wird die Prüfung neue Themengebiete durchleuchten und in schon geprüften Gebieten die Umsetzung der Empfehlungen kontrollieren. Das Prinzip Leistung/Gegenleistung

wurde in der Abteilung Soziales leider erst in den letzten zwei Jahren praktiziert und die Kontrollmechanismen greifen noch nicht so wie sie sollten. Das hat der Bericht Büschi gezeigt. Verbesserungen sollen mit der Restrukturierung der Abteilung Soziales erreicht werden. Die Prozesse werden derzeit überprüft, obwohl es schon jetzt interne Kontrollmechanismen gibt. Jede Woche erhalte ich ein Protokoll der juristischen Kommission, die aktuelle Fälle bespricht. Dabei geht es oft auch um Leistung/Gegenleistung. Zudem wird auf Probleme und Sachverhalte aufmerksam gemacht, die einer Abklärung bedürfen. Für getrennt lebende Paare existieren verschiedene Kontrollmechanismen, vom Sozialarbeiter über Abklärungen des juristischen Dienstes bis zum Einsatz des Sozialinspektors.

Bohnenblust Peter, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Danke für diese Antworten. Ich habe noch gefragt, ob nachträgliche Überprüfungen kommuniziert werden. Das möchte ich noch erfahren. Es ist zu spät, um noch darüber zu streiten, was unter Publikation zu verstehen ist. Das müssen wir vielleicht unter vier Augen noch einmal diskutieren. Der Bericht Büschi/Lanker ist nicht datiert. In der Antwort heisst es aber, er sei im Dezember eingereicht worden. Mir wiederum wurde gesagt, der Bericht sei vom 26. Januar 2015, als die Medienkonferenz stattgefunden hat. Ich möchte wissen, welches Datum gilt.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Das Datum des Berichts Büschi/Lanker ist der 21. Januar 2015. Der Gemeinderat wird über die erwähnten, nachträglichen Überprüfungen noch informieren.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

57. Interpellation urgente 20140332, Dana Augsburger-Brom, Groupe socialiste, "Conséquence des postes non demandés au Canton"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

Augsburger-Brom Dana, Fraktion SP: Ich möchte dem Direktor Soziales und Sicherheit nur noch eine Frage stellen: Wie viele der Stellen, welche in den letzten zwei Jahren vom Kanton bewilligt, aber dem Gemeinderat nicht beantragt wurden (nach meiner Rechnung 10) sind heute besetzt?

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Aus dem Jahr 2013 sind 400 Stellenprozente nicht besetzt. Aus dem Jahr 2014 505 Stellenprozente, also insgesamt 905 Stellenprozente, wovon 60 demnächst besetzt werden. Es bleiben 845 Stellenprozente, die im Rahmen der Reorganisation der Abteilung Soziales besetzt werden sollen. Der Gemeinderat wird prüfen, wo die Schaffung von Vollzeit- oder Teilzeitstellen sinnvoll ist.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Nous arrivons au terme de cette séance et je vous remercie de votre engagement. J'ai constaté, que la limitation du temps de parole ne gêne pas trop et ceci permet d'avancer un peu plus rapidement. Il

faudra peut-être prendre cette habitude. Il faudra prévoir certainement une double séance au mois de mai, mais vous serez avertis à la séance du mois d'avril. Je vous souhaite une bonne fin de soirée et vous donne rendez-vous au mois d'avril.

58. Nouvelles interventions

20150108	Motion Niklaus Baltzer, SP	BEU
	Partielle Sperrung des Bahnhofplatzes für den MIV Interdiction partielle du TIM à la place de la Gare	PRA DSS
20150109	Interpellation Niklaus Baltzer, Fraktion SP	SRB
	Frage zu einem PUK-Mandat Question concernant un mandat à une CEP	
20150110	Postulat Lena Frank, Grüne	PRA
	TiSA: Auswirkungen und Handlungsmöglichkeiten TiSA: effets et possibilités d'action	
20150111	Interpellation Christoph Grupp, Grüne	PRA/STK
	Fragen zur Kommunikation durch den Gemeinderat vor Ab-stimmungen Questions quant à la communication par le Conseil municipal avant des votations	
20150112	Motion Christoph Grupp, Grüne	BEU
	Keine zusätzlichen Parkplätze am Bahnhof ohne Gesamtplanung Pas de places de stationnement supplémentaires à la place de la Gare sans une planification globale	PRA DSS
20150113	Postulat Sandra Schneider, SVP	FID
	Nach dem Nein zum Bahnhofplatz: Finanzmittel in Schulhaus-Sanierungen investieren! Après le NON à la place de la Gare, investir dans la rénovation de bâtiments scolaires	BKS BEU PRA

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.05 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Daniel Suter

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Simone Bonjour

Claire-Lise Kirchhof